

SUBPRIMES OU CRISE DU SYSTÈME

Le Manifeste

Journal communiste

n°23 - septembre 2007

LA TERRE N'APPARTIENT QU'AUX HOMMES

« Tout est à nous »

Page 6

Des communistes décomplexés !



Photo Patrick MOREL

ÉDITO

Depuis qu'il s'est installé à l'Élysée, Sarkozy n'a pas traîné. Service minimum, autonomie des universités, franchises médicales, mini-Traité européen, alignement sur Bush, attaques contre les fonctionnaires, les sans-papiers ou les magistrats... Sur tous les fronts, c'est la revanche des battus du référendum, la réaction sur toute la ligne, la contre-offensive du parti du Medef...

Mais au moment même où les chantres de l'ultra-libéralisme nous vantent les vertus du vaisseau capitaliste, celui-ci fait entendre des craquements de tout côté... La crise boursière n'est qu'un signe avant-coureur. La politique du « toujours plus pour les marchés et toujours moins pour les travailleurs » ne peut qu'aggraver encore l'hyper-trophie financière, le marasme économique et la crise de la société. Le capitalisme est menacé d'apoplexie.

Déjà il est clair que le temps des promesses tire à sa fin. La croissance n'est pas au rendez-vous... nous explique-t-on doctement. Et devant les patrons réunis à Jouy-en-Josas, Sarkozy les a appelés à la rescousse pour réussir son program-

me de réformes, c'est-à-dire de contre-réformes.

Face à cette droite « décomplexée », il n'y a rien à attendre de la « gauche honteuse », celle qui va à la soupe d'autant plus vite qu'elle n'a pas d'autre ambition que de « gérer les affaires du grand capital ».

Le peuple a besoin d'une vraie gauche, combative, décomplexée. Une gauche populaire, anticapitaliste, capable de défendre la souveraineté nationale et de faire vivre un nouvel internationalisme.

C'est pourquoi, il ne peut pas y avoir de vraie gauche dans ce pays sans des communistes eux aussi décomplexés, capables de renouer avec le marxisme et le monde du travail. Ceux qui les ont déjà enterrés risquent de déchanter. Quant au Manifeste, non seulement il n'est pas mort, mais il compte bien, avec la diversité de ceux qui le soutiennent, contribuer à cette renaissance d'une force révolutionnaire. Engageons-nous pour reconstruire l'espoir, pour décider du parti communiste d'aujourd'hui, le vrai parti des communistes de France.

Francis Combes, André Gerin, Freddy Huck

à vif.....

Fregoli président !

Parce qu'il a plus d'ambition que de conviction, Sarkozy est toujours prêt à tout embrasser comme à se débarrasser de n'importe quoi pour assurer le succès de sa carrière. Il a choisi le camp qui lui paraissait le plus porteur, à l'intérieur duquel il a servi tous ceux qui pouvaient lui servir à gravir de nouveaux échelons et les a trahis dès qu'ils ne lui servaient plus à rien, pour un nouveau protecteur qui lui ferait franchir l'étape suivante, comme ces apprenties cocottes ambitieuses de la Belle Époque, qui, à peine tiré leur premier coup dans les coulisses crasseuses d'un petit théâtre de province, se traçaient déjà l'itinéraire qui les mènerait, d'étape en étape, de trahison en trahison, jusqu'à la loge présidentielle de la Comédie française. Comme l'appétit vient en mangeant, l'ambition croît en intriguant ; notre cocotte de la politique veut couronner par un triomphe son parcours sans faute de fourbe en trompant et séduisant tout le monde à la fois, ce qui ne va pas sans quelques contradictions.

Après avoir plus ou moins violenté l'Uoif pour l'accoucher aux forceps d'un « Conseil Français du Culte musulman » auquel il permit d'élire le président qu'il lui avait choisi, il dut adoucir l'inquiétude des républicains devant cette ouverture au communautarisme, en proclamant son soutien au responsable d'une revue satirique que le même président avait traînée en justice et il ne resta plus au président loukoum qu'à manger son turban. Après avoir été reçu triomphalement au congrès du Medef dont il avait défendu toutes les revendications anti-ouvrières, il invoqua le patronage de Jaurès, Blum et Guy Môquet dont les héritiers plus ou moins directs comptent quelques millions d'électeurs. Comme Fregoli revêtant à vue les costumes des multiples personnages des one-man-show qu'il donnait au music-hall, notre nouveau Fregoli politique, changeant de veste plus vite qu'on en retourne, voudrait abuser chaque Français par ses défilés de comédie. Celui qui joue à être tout le monde finira par montrer qu'il n'est personne, et il se trouvera bien un enfant pour crier que le bouffon aux mille déguisements est tout nu ?

Bernard-G. Landry

IL N'EST PAS DE SAUVEUR SUPRÊME

1907 : la révolte des gueux et des prolos par Xavier Verdéjo

MARGE DE GAUCHE...

Fonctionnaires face au mépris

Les syndicats de fonctionnaires (Cgt, Cfdt, Unsa, Solidaires, Cgc, Cfte) dénoncent « le mépris » du gouvernement à l'égard des personnels de la fonction publique. Dans un communiqué du 24 août, ils demandent que leurs attentes soient prises en compte et déplorent « la logique exclusivement comptable » du gouvernement qui a annoncé 22 700 suppressions de postes en 2008. Ils demandent l'ouverture de négociations salariales « portant sur la valeur du point d'indice commune à tous ».

Cheminots en colère

Les syndicats de cheminots lancent une mobilisation face aux attaques du gouvernement comme face à celles de la direction de la Snef contre le service public. « Les nouvelles restrictions apportées à l'exercice du droit de grève avec la loi-cadre communément appelée du service minimum, la situation préoccupante du fret Snef, les reculs sociaux que souhaite nous faire négocier la direction à l'automne et la réforme des régimes spéciaux de retraite » sont parmi les « principaux sujets d'interrogations, voire d'inquiétudes, de mécontentement et d'exigences » déclare le communiqué de la Cgt des Cheminots. Il appelle à l'unité dans la mobilisation.

Les Français doutent...

63 % des Français doutent que le gouvernement puisse augmenter leur pouvoir d'achat selon un sondage de l'Ifop ; 31 % ne lui font pas confiance et 32 % pas du tout confiance. 55 % ne croient pas aux baisses d'impôts, ni à un succès du gouvernement dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion. On se doutait bien que Sarkozy n'avait pas été élu pour cela. Par contre, en ce qui concerne la sécurité, 73 % de Français lui font confiance. Inquiétant, non ?

... Mais Lagarde ne doute de rien

Après avoir déclaré que les « 35 heures relevaient d'un autre temps », la ministre Christine Lagarde propose d'ouvrir les magasins le dimanche sur « la base du volontariat ». Comme si le « volontariat » était la règle patronale du travail ! Que les syndicats s'y opposent, que les principaux concernés manifestent leur désir d'avoir, comme les autres, accès aux repos et aux loisirs le dimanche, que différentes études montrent que l'ouverture généralisée du dimanche représentera 30 000 emplois en moins dans les petites commerces ne semble pas préoccuper M^{me} Lagarde. Sans doute, a-t-elle le moyen de faire ses courses le dimanche, elle qui gagnait, avant de devenir ministre, 600 000 euros par mois dans le cabinet d'avocats d'affaire de Chicago où elle travaillait.

Le coût de la rentrée

Les associations familiales annoncent que cette année encore, le coût de la rentrée va être plus élevé. Elles estiment à 206,68 euros le coût moyen de la rentrée pour un enfant de 6^e, soit une hausse de 2,06 % en un an. Dans le même temps, l'allocation de rentrée scolaire n'augmente que de 1,7 %.

Dans les méandres de l'économie

Crise des Crise d'un

L'été a été chaud pour les places boursières des grands pays. On parlait d'un nouveau crash dû à ces fameux *subprimes*. Danielle Bleitrach qui se

défend d'être une spécialiste de l'économie, essaie de démêler l'écheveau pour comprendre ce qu'il en est. Le système capitaliste est à bout de souffle.



Photo DR

Sommes-nous confrontés à un nouveau jeu de noir ? La fermeture de trois fonds de la Banque Bnp Paris Bas a déclenché un vent à la baisse sur toutes les places boursières. À l'origine de la panique expliquent les commentateurs, il y aurait les *subprimes*. Ces prêts immobiliers accordés aux ménages nord-américains les moins solvables et que leurs débiteurs pourraient de moins en moins honorer. Comment ces *sub-*

primes pourraient-elles déclencher une telle panique ? On nous explique que c'est parce qu'en fait elles se seraient logées dans tous les portefeuilles, dans les Sicav les plus sûres...

Subprimes et spéculation

Mais les *subprimes* ne sont que la partie la plus visible de l'iceberg d'une économie spé-

culative. Il faut tenter, pour mesurer la profondeur de la crise à laquelle nous sommes confrontés, de comprendre quelques uns de ces phénomènes spéculatifs. Un autre phénomène très important à comprendre pour nous Français serait en quoi la politique économique de Sarkozy admirative de la spéculation étasunienne entre-t-elle dans des mécanismes de ce type ? On nous présente la crise comme étant liée au fait que

les ménages nord-américains ont été incités à contracter des prêts pour acheter des logements. Or les prix ont commencé à redescendre depuis quelques mois. Plusieurs ménages endettés, qui croyaient faire une bonne affaire, ont cessé de rembourser leurs prêts hypothécaires. Dans ces situations, les banques saisissent les biens immobiliers pour les vendre aux enchères, ce qui pousse les prix à la baisse et enclenche une nouvelle vague de défauts de paiements. À chaque fois, les établissements prêteurs ne récupèrent qu'une partie de ce qu'ils ont prêté. C'est ainsi que certains prêteurs hypothécaires américains ont fait faillite dernièrement.

Les économistes s'entendent pour affirmer que, bien que les sommes en jeu soient considérables, ces faillites ne représentent qu'une goutte d'eau dans l'océan des marchés d'aujourd'hui. Si toutefois la situation perdure, la confiance pourrait disparaître dans le marché des prêts. Les entreprises, les particuliers, et même les gouvernements auraient alors de la difficulté à emprunter. Le crédit étant essentiel au bon fonctionnement de l'économie, une récession pourrait survenir. C'est cette situation que les banques centrales prétendent éviter. C'est pourquoi elles prêtent aux banques l'argent qu'il ne trouve plus sur le marché monétaire, afin que celles-ci puissent continuer à jouer leur rôle de prêteurs.

Mais si cette explication était totalement insuffisante ? À travers les bourses et la financiarisation de l'économie nous avons une sorte d'extension planétaire du *Carry trade*. De quoi s'agit-il ? De jouer sur la différence du coût du crédit dans une place pour investir dans une autre avec l'argent emprunté ailleurs. Ce qui se combine avec les Lbo¹, à crédits servant pour des opérations de rachat par endettement... Le *carry trade* le plus courant est celui qui consiste à jouer sur les monnaies et les taux d'intérêt de pays à pays. Ainsi on emprunte de yens à un taux d'intérêt de 0,5 % pour investir en Nouvelle Zélande où les taux d'intérêt sont à 8 %. Les directions de Banque centrale qui préconisent la hausse des taux d'intérêt (comme la Banque centrale européenne, ou la Fed nord-américaine) prétendent lutter contre des phénomènes de ce type².

.../...

Sur l'hypertrophie financière

Un éclairage de l'économiste Samir Amin sur l'hypertrophie financière en quatre points.

Ce qu'on appelle l'hypertrophie financière est constitué par un ensemble de phénomènes reconnaissables et mesurables, non contestés :

1 - l'expansion du volume des marchés des capitaux (ensemble des actions, titre de la dette publique et titre des dettes privées) à des rythmes qui dépasse de loin ceux de la croissance, ce volume représentant désormais (en 1995) 189 % du Pib de la Triade,

2 - l'extraordinaire diversification des titres négociés sur ces marchés (par l'invention de produits « dérivés » multiples) et, en accompagnement, l'explosion de ce qu'on ne peut appeler autrement que des opérations de spéculation financière ;

3 - la financiarisation des entreprises marquées par la croissance que les placements financiers occupent dans l'utilisation de leurs ressources et, en parallèle, la part décroissante de leurs investissements physiques. Pour la France par exemple, la part des placements financiers qui n'excédait pas 3 % de l'utilisation des ressources des entreprises en 1979 (contre 78 % pour leurs investissements réels) est passée à 36 % en 1989 (contre 48 % pour leurs investissements) ;

4 - la mondialisation progressive de l'hypertrophie financière qui se traduit par la capitalisation boursière galopante dans les pays dits « émergents » (Hong Kong, Singapour, la Malaisie...) qui passe de moins de 70 % de leur Pib en 1983 à plus de 250 % en 1993.

Samir Amin

Texte extrait de Au-delà du Capitalisme sénile, de Samir Amin, éditions Puf Actuel Marx Confrontation publié en 2002 (page 48)

Dans les méandres de l'économie

« subprimes » système ?

Mais la *carry trade* joue également dans l'utilisation des fonds empruntés toujours par exemple au Japon c'est un exemple pour être placés dans des obligations à haut rendement (Cdo et Clo).

Tout n'est pas *carry trade*, mais il est clair que les investisseurs vont chercher à placer l'argent également sur les plus hauts rendements, sur les hauts rendements. Nous avons donc une économie de casino qui engendre des phénomènes spéculatifs, mais cette spéculation n'est pas purement virtuelle, elle repose dans tous les cas dans un renforcement de l'exploitation, un accroissement monstrueux des inégalités au niveau planétaire.

Spéculation et hauts rendements

Comment créer de hauts rendements ? Il y a les entreprises que l'on restructure, dont on gonfle les performances pour les actionnaires boursiers. Chacun mesure bien ce que cette simple note signifie de surexploitation, délocalisation. Au bout de la chaîne de ces prédateurs, il y a le chômage, la précarité, et même le suicide des salariés. Au niveau financier les outils sont les fonds de capital investissement et les fonds spéculatifs (*hedge funds*).

Le capital investissement : il s'agit de sociétés financières qui acquièrent des entreprises, parfois en panne d'actionnaires pour avoir les liquidités, ces sociétés achètent ces entreprises et les revendent avec de très gros profits et en faisant pour cela

appel à la bourse à des financements massifs à crédit (860 milliards de dollars de titre ont été ainsi émis au premier semestre 2007, c'est-à-dire 40 % de plus qu'un an plus tôt). Leurs dettes sont placées sur le marché par le biais de titre appelés Cdo¹.

Or depuis quelques semaines, on peut même parler de mois, ces titres suscitent beaucoup d'inquiétude. Le capital investissement a de plus en plus de mal à placer leurs titres qui

actions Chrysler. Le marché guette celui qui a des titres de ce type. Or les fonds spéculatifs, même ceux à moindre risque, s'en sont gavés comme ils se sont gavés des *subprimes*.

La Bce, dans sa récente

liers à risque (*subprime*), actuellement en pleine crise. Selon la Bce ces similitudes « pourraient susciter des inquiétudes concernant la stabilité financière dans le cas d'un changement du cycle des crédits ». Elle note toutefois que les acteurs du marché des Lbo « se connaissent en général très bien dans le secteur financier », ce qui n'est pas toujours le cas dans le marché des *subprimes*, et

peuvent donc se protéger contre les faiblesses passagères. On serait rassuré si ce genre de discours lénifiant n'avait pas pris un caractère systématique. Ainsi c'est la déclaration de la banque de France du 3 août qui explique que l'Europe ne risque rien.

peuvent donc se protéger contre les faiblesses passagères. On serait rassuré si ce genre de discours lénifiant n'avait pas pris un caractère systématique. Ainsi c'est la déclaration de la banque de France du 3 août qui explique que l'Europe ne risque rien.

Le système de financement en cause

C'est Bush vantant la bonne santé de l'économie nord-américaine et le fait que suffisamment de liquidité étaient disponibles sur le marché nord-américain « pour atterrir en douceur ». Alors même que des économistes tablent sur une crise plus durable que les précédentes, parce que l'économie nord-américaine est déprimée, l'endettement des ménages fort, et parce que la bulle immobilière peut exploser dans d'autres pays. Beaucoup de ces économistes se prononcent pour une baisse des taux d'intérêt des banques centrales, ce qui est par ailleurs une incitation à la spéculation dans un système qui s'en nourrit.

Le fait est que les banques européennes se sont montrées particulièrement goules. Aux USA, le capital investissement représente près de 40 % du marché fusion et acquisition, mais en Europe les opérations de ce type ont cru de 50 % en un an, d'où l'extrême vulnérabilité et le fait que la crise s'est déclenchée en Europe avec la fermeture des fonds de Bnp Paris Bas comme facteur déclenchant du jardi noir⁴.

Depuis plusieurs semaines, on parlait des difficultés de la Banque allemande WestLb (17 milliards de dollars dans les *subprimes* nord-américaines), c'est de Bnp Paris Bas qu'est venue la décision de fermeture des fonds. A cette annonce les banques ont refusé toute opération de refinancement, de prêts aux autres établissements financiers. Une

EN BREF

Un suicide par jour au travail

360 cas de suicides liés directement au travail ont été recensés pour l'année 2006. Toutes les catégories socioprofessionnelles sont concernées, des ouvriers aux cadres. Cela ne semble pas préoccuper outre mesure le gouvernement Sarkozy pourtant diligent à mettre son nez partout. Le ministre du Travail, Xavier Bertrand, a botté en touche en affirmant qu'« il suivait, qu'il se tenait au courant » et a parlé du Chsct (Comité d'hygiène, de sécurité et de contrôle technique). Les Chsct ne sont que 22 000 pour 1,2 millions d'entreprises et disposent de peu de moyens. La souffrance au travail ne semble pas être une priorité du gouvernement. Il faut bien que l'exploitation se poursuive sans remous !

Que la lutte continue

La requête du Préfet du Rhône demandant la suspension de l'arrêté municipal de Vénissieux interdisant les coupures d'eau, d'électricité et de gaz pour les familles en difficultés a été rejetée en juillet par le tribunal administratif de Lyon. André Gerin qui mène la lutte, depuis plusieurs mois, dans la ville dont il est le député-Maire déclarait alors : « C'est une première victoire dans la lutte contre la grande pauvreté engagée par la ville de Vénissieux... Raison de plus pour mener ce combat partout en France et faire en sorte qu'on abolisse les coupures d'électricité, de gaz et d'eau qui font partie des pratiques d'un autre temps ». Le préfet obtenait gain de cause, en appel de cette décision, le 21 août pour « risques de troubles à l'ordre public » ! Le combat continue à Vénissieux où le maire réaffirme qu'il est déterminé dans son « action pour une société qui met au centre des préoccupations la dignité humaine et le respect de l'intégrité de la personne ».

Le client n'est pas roi

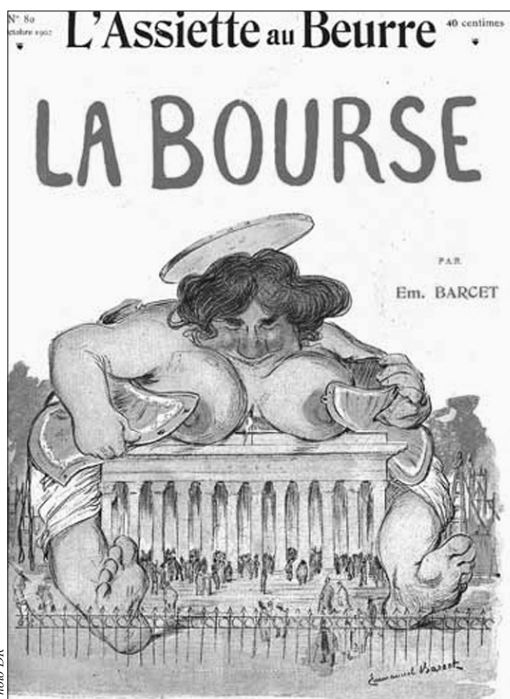
Un client s'est vu refuser sa livraison d'électroménager par le Auchan Porte des Alpes à Saint-Priest dans le Rhône pour cause de domiciliation dans un territoire interdit de livraison, Vénissieux. André Gerin a immédiatement protesté auprès de l'enseigne considérant « qu'il s'agit d'une atteinte grave au principe d'égalité de la République française ».

La santé d'abord

61 % des Français sont défavorables à la franchise médicale, ce qui ne va pas sans poser de problème au gouvernement qui ne cesse de changer son fusil d'épaule. Pourtant d'autres solutions existent pour financer la sécu (création d'emplois, relance des salaires, cotisations des actionnaires sur leur capital financier...). Quarante organisations, dont le Pcf, organisent une rencontre le 29 septembre avec l'objectif de préparer une manifestation en octobre. Nous en serons !

Sans papier : du chiffre !

Brice Hortefeux, ministre de l'Immigration déplore être « légèrement en dessous » de l'objectif de 25 000 reconduites à la frontière d'étrangers en situation irrégulière. Il faut, dit-il « redoubler d'efforts pour les interpellations », ce que la police ne cesse de faire. Malgré la mobilisation, de nombreuses personnes ont été renvoyées de force dans leur pays.



sont en fait des dettes, on cite le cas de Kkr, le géant qui n'arrive plus à placer les

note mensuelle, a signalé que les Lbo présentent des similitudes avec les crédits immobili-

1 - Un Lbo (de l'anglais *Leverage Buy-Out*) est une acquisition par emprunt qui consiste à racheter une entreprise en s'appuyant sur un effet de levier financier, c'est-à-dire en faisant appel à des organismes spécialisés qui financent cette reprise par de l'endettement. On parle aussi de rachat par effet de levier

2 - La crise, la nécessité d'injecter des liquidités risque de bloquer le relèvement des taux d'intérêt donc d'assurer de beaux jours au *carry trade*. Il est à noter que la crainte du relèvement du Yen a déjà produit un retour vers cette monnaie qui a accru les effets de la crise dite des *subprimes*. En 1998, le yen avait connu cet effet de réévaluation (environ 20 %) qui avait laissé sur le carreau quelques spécialistes de ce *carry trade*.

3 - *Collateralized Debit Obligation*

4 - Dans le genre plus hypocrite que moi tu meurs, il faut noter le 3 août l'intervention de la Banque de France qui déclarait que la crise des *subprimes* ne toucherait pas l'Europe (cf. *Le Figaro*). La question qui est sur toutes les lèvres est à présent de savoir où va s'arrêter le cyclone, alors que les incertitudes planent sur les pertes exactes que la crise du *subprime* va entraîner pour les banques touchées. Et « s'il y a une chose que les marchés détestent, c'est l'incertitude », souligne Gilles Moeck, chef économiste de Bank of America. « Les conséquences ne vont pas rester limitées aux marchés financiers », avertit Jörg Krämer, chef économiste de la Commerzbank. *La conjoncture aux États-Unis, et donc dans le monde, va encore longtemps souffrir des suites négatives*.

5 - La encore la méfiance vient de loin : si le 10 août Bear Stearns perd 6,30 %, en Bourse, la perte est de 31 % sur trois mois.

6 - À la fin juillet, la société Country Wide Financial, leader du crédit immobilier résidentiel nord-américain a constaté un retard de paiement significatif chez les foyers solvables aisés. Angelo Mozilo, le patron de cette société a déclaré « les prix des maisons baissent comme on ne l'a jamais vu depuis la dépression des années 30 », le marché a-t-il estimé ne se relèvera pas avant 2009.

7 - Reuters - Jeudi 9 août, 16h58. Les défauts de paiement dans le crédit immobilier sont devenus plus fréquents chez les emprunteurs de la catégorie juste au-dessus du *subprime*, déclare l'assureur American International Group.

8 - sur socio13

EN LARGE

Polonais abandonnés

54 ouvriers polonais embauchés par une entreprise varoise pour la construction de deux résidences touristiques de 142 logements dans les Pyrénées orientales, près de la station de Font-Romeu, ont décidé de cesser le travail à la mi-août n'ayant aucune nouvelle de leur patron. Les patrons voyous ont encore frappé. Non payés depuis plus de trois mois, ils ont été abandonnés à leur sort. L'affaire a fait grand bruit, alors il a bien fallu faire quelque chose. Le Pdg de la Sogebat qui travaillait pour le promoteur Pierce et Elliott Vacances a été placé en garde à vue le 23 août. Un protocole a finalement été signé le même jour. Quinze ouvriers ont décidé de quitter leur chantier et percevront leur solde de tout compte. Pour les autres, la direction s'est engagée à payer les jours d'arrêt de travail et à modifier les contrats de travail précisant leurs droits. Les salariés ont repris le travail. Le Pdg passible de cinq à sept ans d'emprisonnement sera-t-il véritablement poursuivi ? Affaire à suivre...

Enseignant raciste

Un professeur de mathématiques du lycée d'Épinal dans les Vosges a été condamné à un mois de prison avec sursis pour avoir proféré des injures à caractère raciste à l'égard de l'un de ses élèves. Il devra aussi payer 1 500 euros de dommages et intérêts à la famille de la victime et 300 euros au Mrap et à la Ligue des droits de l'Homme qui s'étaient portés parties civiles.

Des insultes telles que « *Retourne dans ton pays manger des bananes* », « *Ah ! Voilà Bamboula !* », « *Tu es noir, tu voles* », « *Ne prends pas ma règle tu vas la salir* » ont été retenues. L'adolescent n'osait pas se plaindre, ce sont quatre de ses camarades qui ont dénoncé ces insultes racistes.

Les riches amis de Sarkozy

Deux riches familles ont payé la location d'une luxueuse propriété à Wolfboro, dans le New Hampshire (Usa) où la famille Sarkozy a passé ses vacances. Les Cromback et les Agostinelli les y ont invités. À raison de 44 000 euros de location, on voit que les amis en question ne lésinent pas. Il faut dire qu'ils peuvent. Agnès Cromback est présidente du bijoutier Tiffany-France et Robert Agostinelli a longtemps travaillé pour la banque Lazard. L'épouse de ce dernier est responsable de communication à Prada-France. Rachida Dati a, elle-aussi, pu profiter de ces largesses. On se souvient des quelques jours passés par le président de la République sur le yacht du milliardaire Bolloré juste après l'élection. Quelle indépendance peut avoir un président qui profite des largesses des plus riches ? Et qui passe ses premières vacances de président aux Usa alors que la France entretient plusieurs résidences présidentielles ?

Acharnement judiciaire

Il ne fait pas bon défendre la Commune de Paris. Cinq « contre-plaquistes » relaxés par la Cour d'appel de Grenoble le 5 juillet sont l'objet d'un pourvoi en cassation le 10 de la part du procureur général. Leur crime d'où il tire leur nom : avoir, une nuit de mai 2003, démonté toutes les plaques de rue au nom de Thiers pour les remplacer par d'autres, considérées comme séditionnelles : « rue de la Commune de Paris ». Dispensés de peine après leur arrestation en 2003, ils ont eu l'audace de refuser le prélèvement biologique qu'on leur imposait en vue d'un fichage d'empreinte génétique. Défendre la Commune serait-il un crime sexuel ? La loi de 1998 concernant la mise en place d'un fichier national automatisé des empreintes génétiques qui ne devait concerner que les crimes sexuels, s'étend maintenant à tous les délits (sauf financier bien sûr, on sait reconnaître les siens). À quand la mise en fiche de toute la population ?

Berufsverboten?

Le politologue, Raoul-Marc Jennar, l'un des animateurs de la campagne référendaire pour le Non au traité européen rencontre visiblement quelques difficultés à trouver du travail en France. Licencié, sur intervention de l'Union européenne, du poste qu'il occupait, il est depuis au chômage. Devant l'ostracisme dont il est l'objet dans son pays d'adoption (Il est Belge), Raoul-Marc Jennar a accepté de nouvelles fonctions auprès du gouvernement du Cambodge où il a déjà travaillé dans les années 90. Les intellectuels français qui ne veulent pas de l'Europe telle que la construisent les capitalistes devront-ils bientôt tous s'expatrier ? Même si nous ne partageons pas toutes les déclarations de cet homme, on ne peut admettre que le *Berufsverboten* (interdit de travail) devienne la règle.

On paie aussi les battus

Chaque député non réélu aux dernières législatives percevra son indemnité pendant cinq ans soit 60 mois à 6 952 euros, puis 20 % de cette somme pendant toute sa vie. Une belle indemnité chômage qui laisse au battu la possibilité de se représenter et ainsi de ne rien perdre de ses indemnités. La loi est passée sans difficulté à l'Assemblée nationale. Il faut dire que, notamment pour les députés de gauche et singulièrement communistes, une partie de ces indemnités est reversée à l'organisation à laquelle ils appartiennent. On sait qu'il n'est pas toujours facile pour un député battu de retrouver un emploi. Mais n'aurait-il pas mieux valu l'y aider ?

Dignité des Roms

André Gerin, le député-maire de Vénissieux a décidé de taper du poing sur la table pour que « *la France soit digne de ses valeurs d'accueil et d'hospitalité en proposant des réponses dignes pour les Roms* ». Il interpelle le gouvernement pour mettre en place un plan national Zéro mépris et dignité pour les Roms et l'organisation en concertation avec les régions de l'éradication des bidonvilles. Il interpelle plus particulièrement la préfecture du Rhône pour que, avec le département, elle contribue à ce que l'agglomération lyonnaise mène une politique exemplaire dans ce sens. Déjà, des villes comme Aubervilliers ont mis en place des plans d'intégration de la population Rom en implantant des mobil homes avec le concours de l'Etat afin que cette population s'insère petit à petit dans la ville. Reste qu'une politique nationale cohérente fait cruellement défaut pour, comme le souligne André Gerin, mettre un terme aux « *conditions de vie indignes de ces populations qui sont pires que celles des chiens* ».

Dans les méandres de l'économie

sorte de mesure contre la fièvre aphteuse au niveau bancaire, ce qui s'est immédiatement traduit par une envolée du taux des prêts interbancaires (passant de 4,10 à 4,70). Le loyer de l'argent a alors atteint le taux le plus élevé depuis 6 ans. Devant cette tourmente européenne, la Banque centrale européenne (Bce) est intervenue une première fois : elle a injecté 94,8 milliards d'euros pour remédier à cette pénurie de liquidités. A ce jour la Bce a injecté plus de 150 milliards d'euros. Comment le défaut de liquidité – dû aux ménages surendettés nord-américains, aux pauvres à qui on a accordé des crédits – peut-il se traduire par un tel défaut de liquidité ? Il faut bien mesurer que la

sorte de mesure contre la fièvre aphteuse au niveau bancaire, ce qui s'est immédiatement traduit par une envolée du taux des prêts interbancaires (passant de 4,10 à 4,70). Le loyer de l'argent a alors atteint le taux le plus élevé depuis 6 ans. Devant cette tourmente européenne, la Banque centrale européenne (Bce) est intervenue une première fois : elle a injecté 94,8 milliards d'euros pour remédier à cette pénurie de liquidités. A ce jour la Bce a injecté plus de 150 milliards d'euros. Comment le défaut de liquidité – dû aux ménages surendettés nord-américains, aux pauvres à qui on a accordé des crédits – peut-il se traduire par un tel défaut de liquidité ? Il faut bien mesurer que la

étendu et a obligé la plupart des banques centrales à injecter des liquidités. Enfin, si la crise dite des *subprimes* part des pauvres surendettés, précarisés, au chômage, ne serait-ce que par le biais de la crise immobilière étasunienne, elle atteint des couches beaucoup aisées de la population.

Le surendettement comme instrument d'une recomposition du budget de l'État

Dans une présentation de son exposition au marché dit *subprime*, Aig, le numéro un mondial de l'assurance et l'un des plus grands prêteurs immobiliers, a déclaré que la proportion totale de défauts dans son portefeuille immobilier de 25,9 milliards de dollars avait atteint 2,5 %. Il a précisé que 10,8 % des prêts hypothécaires *subprimes* affichaient un retard de paiement de 60 jours, mais également 4,6 % des prêts de la catégorie juste au-dessus. Tout en se disant toujours « à l'aise » vis-à-vis de son exposition au crédit immobilier, Aig a déclaré que le taux de défaillance dans ses prêts hypothécaires de premier rang avait grimpé à 3,98 % en juin contre 3,56 en avril et un plancher de 3,08 % en juillet 2005. Ces prêts représentent 90 % des prêts immobiliers d'Aig aux États-Unis.

AIG divise son portefeuille de prêts immobiliers en trois catégories en fonction des notes de crédit des emprunteurs : *subprime*, *non-prime*, et *prime*.

À la date du 30 juin, la branche financière d'Aig, qui accorde des prêts hypothécaires de premier et second rang, avait enregistré 3,68 % de défaillances dans le *subprime*, 2,13 % dans le *non prime* et 0,81 % dans le *prime*.

Dans un récent article¹, j'expliquais que le véritable problème que soulevaient les « vacances de Sarkozy » était sa vassalisation aux États-Unis. Jusqu'où va-t-elle ?

Ce qui est sur c'est que son adhésion au modèle nord-américain est lisible dans ses choix économiques, ce qui sous couvert du « enrichissez-vous » exerce une pression insoutenable non seulement sur les couches les plus défavorisées, mais également sur les couches moyennes, qui utilise le surendettement y compris budgétaire comme l'instrument d'une recomposition du budget de l'État vers toujours plus de privatisations, vers la mise en coupe réglée des services publics.

Danielle Bleitrach



Photo DR

crise des liquidités n'est pas simplement liée au défaut de paiement des ménages non solvables nord américain, mais c'est tout le système de financement de l'économie par le biais des Cdo, des jeux monétaires, qui est en cause et qui débouche sur une crise interbancaire, une crise des liquidités, voire une crise pétrolière. Il faut voir qu'elle se combine avec une crise de l'immobilier aux États-Unis dont les *subprimes* ne sont que le niveau visible de l'iceberg. Là encore le jeudi noir dix août où se déclenche la panique sur les marchés boursiers, n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel serein.

Deux remarques :

— On retrouve dans les *subprimes* le même mécanisme que celui du capital investissement parce que les titres des *subprimes* rentrent dans les Cdo.

— Ce ne sont pas seulement des ménages à qui on a prêté abusivement de l'argent qui

fund ruinés et un troisième en grande difficulté. Le jeudi 9 mai, c'est la banque nord-américaine Goldman Sachs qui est prise dans la tourmente des *subprimes*. En fait, depuis une quinzaine de jours, tous les investisseurs financiers traquaient les portefeuilles des institutions qui auraient des positions risquées.

Ce qu'il faut bien mesurer donc c'est qu'il ne s'agit pas seulement du seul secteur des prêts immobiliers mis en crise par une clientèle étasunienne non solvable, mais que le boom immobilier, le surendettement auxquels était invité les ménages correspondait au mode de développement global de l'économie, elle-même basée sur le surendettement et les hauts rendements à partir de la pression sur les plus pauvres. Il faut bien mesurer que les États-Unis sont à la source du phénomène, mais celui-ci s'était mondialisé et la crise des *subprimes* – en fait des Cdo – s'est rapidement

Le Medef

Au service de l'État

Le Medef aura pesé de tout son poids dans la campagne des élections présidentielles. La grande presse ne s'est d'ailleurs pas gênée pour offrir une tribune aux diverses initiatives du syndicat patronal.

Grand show radio télévisé de Laurence Parisot, promotion d'un livre blanc intitulé *Besoin d'air*, caméras et micros complaisants tendus à un institut d'obédience patronale qui s'est mis à chiffrer les promesses des candidats, laissant entendre qu'assurément tout cela coûterait cher et ne pourrait être concrétisé, etc.

Toujours plus pour les patrons

Si la forme et le style changent au gré des modes, des personnalités, les stratégies et l'objectif restent les mêmes ; conserver, pérenniser, conforter, éterniser l'ordre social existant. Le programme de Laurence Parisot ressemblait à s'y méprendre à celui de Nicolas Sarkozy, à moins que ce ne soit l'inverse. La patronne des patrons ne cache d'ailleurs pas son admiration pour celui que le baron Seillière qualifiait de « *Zidane de l'économie* ».

Pourtant leur bilan est un fardeau de plus en plus lourd pour les salariés. La pauvreté atteinte des sommets et gangrène la société. Le nombre de salariés payés au Smic augmente de façon continue depuis de nombreuses années, tirant tous les salaires vers le bas. L'accès au logement, aux transports, à la formation, à la culture et aux loisirs devient de plus en plus difficile pour une frange de plus en plus grande de la population. Pour certains salariés, précaires, à temps partiel, saisonniers... l'accès aux besoins les plus élémentaires, se loger, se chauffer, se nourrir, s'habiller devient impossible. Le prix du loyer représente parfois jusqu'à 50 % du revenu des salariés les plus pauvres. Pour d'autres, le logement est un luxe inaccessible.

Pendant ce temps, à l'autre extrémité, les capitalistes s'approprient les richesses produites par le travail salarié. Des fortunes immenses s'amassent. Les Pdg ne sont pas en reste. Celui de Nestlé, Peter Brabeck a touché en 2005 un salaire de 23 287 euros par jour. La famille Pinault perçoit l'équivalent de 41 Smic quotidiennement. Unilever a versé à ses actionnaires un dividende extraordinaire de 750 millions d'euros,



Photo DR

ce qui représente 31 000 emplois payés au Smic, revendiqué par la Cgt. En 2005, Éliane Betancourt a perçu un revenu annuel de 15 700 années de Smic. Malgré cela, le Medef revendique encore plus. Plus d'exonérations de cotisations sociales, d'exonérations fiscales, moins de contraintes législatives et conventionnelles. Tout cela assorti de promesses jamais tenues sur l'emploi. La générosité de l'État bourgeois envers sa propre classe ne connaît pas de limites. Les exonérations patronales ont été multipliées par vingt trois en 13 ans, passant d'un milliard d'euros en 1993 à 23 milliards d'euros en 2006.

Laurence Parisot ne manque pas d'air. Son ouvrage qui passe en revue toutes les « contraintes » qu'il faudrait remettre en cause pour encore plus de profits, accuse la fiscalité de tous les maux. Son objectif, selon son éditeur (Seuil), est « *d'offrir aux français un véritable projet de société (oui mais) à travers le prisme de l'entreprise* ». Elle fait des propositions pour « *relancer la croissance et la prospérité* ». Elle souhaite

« *donner aux citoyens, (et surtout) aux entreprises une plus grande liberté* ». Elle veut « *offrir à tous les acteurs de la société civile et aux syndicats un espace (mais seulement un espace) de responsabilité* ». Elle veut « *garantir le développement durable* ». Les recettes qu'elle a concoctées sont vieilles et éculées comme le capitalisme. Elle



Photo DR

promet de ramener le taux de chômage à 5 %. Les salariés devront accepter ses conditions drastiques : remise en cause des 35 h, durée du temps de travail relevant du contrat et non de la loi, remise en cause de la retraite à 60 ans et allongement de la durée de cotisation ouvrant droit à une retraite pleine et entière, pour

suite de la réforme de la sécurité sociale, des régimes de retraite et des régimes spéciaux de retraite, allègement de la fiscalité des entreprises, financement de l'assurance maladie et de l'assurance chômage pour partie par les cotisations sociales mais aussi par la solidarité nationale, c'est-à-dire par les contribuables, exigence que la négociation prévale sur la législation, allègement des procédures de licenciements qui lui semblent encore trop contraignantes alors que des milliers d'emplois disparaissent chaque semaine, refonte complète du contrat de travail qui conduira à une précarité encore plus grande, abolition des seuils sociaux pour les entreprises de moins de 250 salariés, fixation du Smic par contrat et non par la loi, etc...

Faire durer le capitalisme

Tous les thèmes du programme du Medef convergent avec celui de Sarkozy « *Travailler plus pour gagner plus* » : « *exonération fiscale pour les heures supplémentaires* », « *création d'un contrat de travail unique* », bouclier fiscal à 50 % intégrant la Csg et le Crds avec en prime « *obligation d'un service minimum dans les services publics* » ; loi réglementant le droit de grève dans le privé, droit de représentation des syndicats maison au 1^{er} tour des élections professionnelles, facilité de licenciement pour soi disant favoriser l'emploi, obligation pour les chômeurs d'accepter n'importe quel emploi, etc.

La bourgeoisie, pour défendre ses intérêts et privilèges de classe, fait tout pour éterniser le capitalisme. Aujourd'hui, le Medef jubile. Sarkozy lance ses propositions de puis son université d'été. La collusion du gouvernement avec le patronat s'affiche sans honte.

Une telle inféodation au capitalisme arrogant ne laisse rien présager de bon. Les peuples prennent conscience que des rapports sociaux que les hommes nouent entre eux, dépend le bonheur. Seules les luttes syndicales et politiques peuvent nous sortir d'une société où l'égoïsme bourgeois est érigé en système.

Joseph D'Angelo

AUSSI SI, SI !!!

Noos devra-t-il réintégrer ?

L'ex-entreprise Noos Sa, rachetée par Numéricable, vient de se voir dresser un procès verbal par la direction départementale du travail de Seine et Marne pour entrave au fonctionnement du comité d'entreprise (Ce). 50 % des 832 licenciements dont plus de 600 en Île de France seraient ainsi injustifiés. Au moment des licenciements, la direction a mis en place une nouvelle grille de catégorie professionnelle sans consulter le Ce. Cette grille qui n'avait rien à voir avec la qualité des personnels a permis plus de licenciements. Théoriquement, Noos devrait réintégrer tous les salariés licenciés, ce qui n'est vraiment pas acquis.

Le salaire-loto

L'usine Psa Peugeot Citroën d'Hordain a trouvé un bon moyen de limiter les arrêts de travail dans son entreprise. Depuis plusieurs mois, une prime d'assiduité de 30 euros est versée, chaque mois, aux ouvriers « méritants ». Le critère : « *ne pas avoir eu d'arrêt de travail sur les trois dernières années au 31 décembre 2006* ». En mai, un chèque-cadeau de 100 euros et un porte-clé (faut ce qu'il faut !) avaient été distribués à 766 ouvriers sur les 2 755 (il existe encore des récalcitrants !). En juillet, un tirage au sort a désigné celui, parmi les 766, qui a reçu pour paiement de ses « bons et loyaux services », le dernier modèle sorti de l'usine, une Peugeot Tepee estimée à 26 000 euros. Plus besoin d'augmenter les salaires ; grâce à la loterie « Dieu (enfin le patron) reconnaîtra les siens ». Bien que la maison-mère (qui vient d'annoncer une bénéfice net en hausse de 60,8 % en un an) ne se soit pas solidarisée avec l'expérience, la Cgt a immédiatement protesté contre ce « *procédé totalement discriminatoire* ». L'affaire sera portée devant les Prud'hommes de Valenciennes.

Journal des Sans-papiers

Le 9^e collectif des sans-papiers de Paris vient de lancer un journal *Le Quotidien des Sans-papiers*, bulletin d'information et d'alerte. Le journal peut être chargé sur Internet en format pdf à l'adresse : <http://9emecollectif.net/sites/9emecollectif.net/files/s/QUOTIDIEENA4.pdf>

Concentration de la presse

Le Groupe Hersant médias (Ghm) a racheté cet été les quotidiens méditerranéens détenus par Lagardère pour 160 millions d'euros. Une nouvelle concentration dans la presse quotidienne régionale que dénonce le Snj-Cgt. Le groupe Hersant possédait déjà 31 titres de presse quotidienne et reste un opérateur majeur de la télévision locale.

Comment survivra le pluralisme ? Cela ne semble pas inquiéter Sarkozy qui estime que la presse n'est pas assez concentrée ! Le Snj-Cgt a d'ailleurs dû « *dénoncer la violence* » de ce « *président aux nerfs fragiles* » qui a violemment pris à partie deux photographes qui faisaient un reportage sur ses vacances.

À CÔTÉ...

Tous sauf le Pcf

39 partis communistes européens protestent dans un texte rendu public en juillet contre le déploiement de bases « anti-missiles » étasuniennes en Pologne et en République tchèque, comme contre les « bases militaires classiques » qui doivent s'installer en Roumanie et en Bulgarie. « *Le but réel du "bouclier anti-missile" est de renforcer encore les positions militaires américaines et la suprématie des États-Unis en créant de nouvelles capacités d'attaque contre d'autres pays sans être exposé à représailles* » déclare le texte. Si parmi les signataires on trouve les Partis communistes de Bohême-Moravie, de Chypre, de Grèce, du Luxembourg, de Pologne, du Portugal, de Slovaquie, de Turquie, d'Allemagne, d'Italie. Aucune trace du Pcf !

Sous le signe de Castro, Chavez et Loukachenko

Le Parti communiste russe (Kprf) a lancé en août sa campagne pour les élections à la Douma de décembre prochain en Russie sous le signe de trois personnalités anti-impérialistes. « *Le leader cubain Fidel Castro, le président vénézuélien Hugo Chavez et le président biélorusse Alexandre Loukachenko font partie des symboles auxquels nous allons recourir sans violer la loi* » a déclaré le vice-président du Comité central du Kprf, Ivan Melnikov. Le chercheur Jorès Alferov, prix Nobel de physique, les cosmonautes Svetlana Savitskaïa et Vitali Sevastianov ainsi que Nikolai Kharitonov, candidat communiste à la présidentielle de 2004, entre autres, seront présentés par le Kprf.

Supercherie journalistique

En Chine, on ne rigole pas avec les journalistes qui tentent de manipuler l'opinion publique. Zi Beïja, un pigiste de Pékin TV, voulant faire bonne impression sur son rédacteur en chef, s'est lancé dans un reportage sur la qualité des pains à la vapeur, les célèbres « baosi » vendus dans les rues de Pékin. La qualité de la production chinoise est montrée du doigt depuis plusieurs mois, il fallait en remettre une couche. Mais voilà, le journaliste ne trouve rien à redire aux baosi. Il lui reste l'invention. La chaîne pékinoise diffuse un reportage le 8 juillet montrant des ouvriers farcisant ces pains avec de la viande et... du carton. Scandale dans la population friande de ces sortes de raviolis, le gouvernement ouvre une enquête. La baudruche se dégonfle. Six personnes, dont le journaliste et les faux témoins ont été arrêtés.

Bruno Trentin disparaît

Bruno Trentin, une figure de l'engagement communiste italien, est décédé à l'âge de 81 ans. Militant de la Cgil (Cgt italienne) dès 1949, il avait rejoint le Pci peu après. Il a participé à la résistance en France alors qu'il avait tout juste 15 ans, puis à la résistance italienne. Dirigeant de la Fiom, la fédération des métallos en 1968, il s'affirme comme le théoricien d'un renouveau syndical. Il devient secrétaire général de la Cgil en 1988 jusqu'en 1994. Il a été de ceux, qui après avoir été mis « au rencart », a critiqué la « mutation » du Pci.

Appropriation des moyens de production

« Tout est à nous »

La conquête, voire la reconquête, des moyens de productions par les salariés

est une donnée essentielle pour rompre avec la logique capitaliste. Dans l'industrie agro-alimentaire, les syndicats s'emparent de cette dimension.



Photo Patrice MOREL

À près de 85 milliards d'euros, le bénéfice net cumulé des entreprises du Cac 40 a augmenté de 50 % en 2005 par rapport à 2004. 2004 avait déjà été une année record et s'était achevée sur un bénéfice cumulé de 57 milliards, en progression de 64 % par rapport à 2003. Les chiffres montrent que 2006 est du même ordre. Les années record se succèdent pour les actionnaires qui s'engraissent au-delà de toute décence, tandis que patronat et gouvernement continuent leur discours pour imposer la fatalité d'un système qui ne cesse d'appauvrir les salariés.

Rompre avec les rapports de dominations capitalistes

La pensée dominante et ses idéologues, recrutés pour une part chez les sociaux-démocrates, offrent le capitalisme comme seul horizon et comme fin de l'histoire économique. Et pourtant, il est de moins en moins crédible économiquement. Il a perdu toute légitimité pour la paix ou la démocratie. La compétitivité et la concurrence entre salariés et entre capitaux, les plans de restructuration et licenciements, les privatisations avec le démantèlement des services publics pour les offrir aux appétits des intérêts privés seraient les seules solutions

pour, hier faire face à une crise, aujourd'hui pour contrer une concurrence soit-disant déloyale, entre autre de la Chine !

Au contraire du carcan de cette pensée unique qui déclame sur tous les tons la mondialisation (capitaliste) comme naturelle et incontournable, l'objectif et la concrétisation dans les luttes de transformations révolutionnaires de la société capitaliste peuvent ouvrir des perspectives pour les salariés. Ces perspectives passent par des propositions visant à rompre avec les rapports de domination capitalistes pour une émancipation des hommes dans une société socialiste enracinée dans les réalités nationales.

Ces propositions, bien que plus ou moins conscientes, s'ancrent déjà dans les luttes. La conquête, voire la reconquête pour les entreprises et services publics privatisés, des moyens de production par les salariés en est une essentielle. Les syndicats des industries agroalimentaires mettent cet enjeu au cœur de leurs revendications lorsqu'ils posent cette question : « *Peut-on laisser un secteur vital pour l'Homme comme celui de l'alimentation, aux mains d'intérêts privés, dont la recherche d'un niveau de rentabilité financière de 14 à 15 % peut avoir des conséquences sur la santé publique ?* ». La réponse émerge déjà lors de conflits contre des fermetures ou des

licenciements. À Buitoni, par exemple, les salariés revendiquent, face aux abandons patronaux : « *l'usine est à nous !* ». À leur façon, ils affirment que l'appropriation des moyens de production par les salariés pour défendre un potentiel industriel participant de notre souveraineté alimentaire nationale, mais aussi pour garantir une alimentation saine et équilibrée, est une nécessité. En cela, ils rejoignent les combats menés par les travailleurs argentins, qui se sont accaparés les usines abandonnées par les patrons.

Réappropriation des moyens de production

La proposition qui prend de l'ampleur que l'eau relève obligatoirement du domaine de la maîtrise publique dans le cadre d'un service public national garantissant le droit à l'eau en quantité et en qualité s'inscrit dans cette reconquête. La multiplication des municipalités qui travaillent à reconquérir leur service de l'eau montre la pertinence de cette bataille. La revendication de la réappropriation par la Nation des groupes d'eau embouteillée sous des formes à élaborer démocratiquement par les populations concernées participe de cette reconquête d'une ressource mise à disposition quasi gratuitement à des groupes privés (tels Danone,

Nestlé, Coca Cola, Castel) parmi les plus rentables du secteur.

La question de la réappropriation des moyens de production se pose avec d'autant plus d'acuité pour les services publics. Fruits des luttes démocratiques et populaires, ils ont été, et le sont toujours, le socle du développement économique et social de notre pays, de l'aménagement du territoire et d'une politique industrielle et de recherche forte. Ils ont permis un accès large à la santé, l'éducation, les télécommunications, les transports collectifs, bien que l'immixtion des critères de gestion capitaliste en réduise les missions au service de la collectivité. L'incapacité du système capitaliste à répondre aux besoins collectifs devient probante. N'est-ce pas là un signe fort que l'humanité se pose toujours les questions auxquelles elle peut répondre. La réappropriation des services publics et leur maîtrise démocratique par les salariés, dans un premier temps la nationalisation de secteurs clés de l'économie nationale, des droits nouveaux pour les travailleurs, sont des conditions essentielles pour engager un processus de rupture avec le capitalisme.

Jocelyne Hacquemand

Pologne

Quand stalinisme ne rime pas avec communisme !

Boris Hass est un cinéaste polonais. Il vient de réaliser un film sur Cuba. *Le Manifeste* l'a rencontré cet été. Il nous livre ses opinions qui vont à contre courant de ce qu'on voudrait nous faire croire sur la Pologne.



Boris Hass, au centre sur la photo (Photo Bruno Drweski).

Le Manifeste : Comment évalues-tu la situation du cinéma polonais hier et aujourd'hui ? Pourquoi le film polonais a-t-il, dans une large mesure disparu des écrans du monde au moment même où, en théorie, la liberté a gagné ?

Boris Hass : D'un côté on peut dire que les créateurs de films se trouvent désarmés devant la nouvelle réalité et ont honte de la reconnaître, d'un autre côté, cette « liberté » signifie en fait une censure plus tatillonne encore, mais cette fois par le biais des honoraires (ou de leur absence), et elle est très certainement plus pesante. Aujourd'hui un hypothétique anti-Wajda, un Wajda à rebours ou bien un Wajda de notre temps n'aurait pas la chance, et avant tout, les moyens, pour tourner des films en s'attaquant aux bases de l'ordre des choses bourgeois. Et imaginer qu'il puisse s'arranger pour créer une nouvelle « Affaire Danton » serait impossible. Le système est mieux verrouillé. Tout simplement.

L.M. : Tu es militant de l'un des groupes de la gauche radicale polonaise, le Parti de

la « Nouvelle gauche ». Comment analyses-tu la condition de la gauche polonaise ?

B.H. : La gauche polonaise après presque 50 ans de catalepsie stalinienne, revient à la vie comme un homme qui sortirait de terre après un demi-siècle passé dans la tombe. Il y a une chose qui est sûre : toute seule, sans l'aide des autres forces de gauche, cet homme ne sera pas en état de marcher encore longtemps. D'un autre côté, on doit aussi constater que l'expérience de cette gauche polonaise peu nombreuse, et plus généralement centre-européenne, consciente ou ayant pris conscience des choses, constitue un bien très précieux. Elle aura bientôt un vaccin

L.M. : Pour un Français moyen, nourri à la sauce des « grands médias », quel qu'un comme toi semble un être bizarre. Tu portes un prénom russe, alors que chaque Polonais est censé être russophile par nature. Ton nom est juif, et chaque Polonais est censé avoir l'air de l'antisémitisme. Tu te considères comme un communiste, alors que les Polonais sont « normalement » anticommunistes. Et,

comme si cela ne suffisait pas, bien que tu sois né dans un Goulag, tu declares avoir des opinions communistes !

B.H. : La politique anti-russe des gouvernants d'aujourd'hui en Pologne s'effectue sous le diktat d'outre-atlantique et elle exerce effectivement une influence, mais dans leur masse, les gens ne sont pas si bêtes que cela. Lors de la loi martiale, il existait un endroit à Varsovie où il était inconvenant de raconter des blagues anti-russes. C'était au bazar Rozycki, car là-bas, on y rencontra des petits commerçants russes. On respectait ces hommes du peuple russe. Il faut prendre conscience de la quantité de citoyens polonais qui ont des racines russes ou ukrainiennes. Il y a 20 ans, il y avait déjà plus de 700 000 adultes en Pologne qui déclaraient avoir des liens avec la Russie. Sur le territoire de la Pologne, on trouve les restes de près de 3 500 églises orthodoxes.

Il faut aussi faire la différence entre ce qu'on peut appeler l'antisémitisme populaire qui – sous l'influence des discours séculaires du clergé – établit une identité entre certains phénomènes et le concept de « Juif ». Dans ce cas, on appelle « Juif » quel-

qu'un qui brise un certain nombre de tabous moraux, qui exploite les gens, par exemple – indépendamment de l'origine réelle de ces personnes. De la même manière, on va dire « Tsigane » pour qualifier un menteur, et « Nègre » quelqu'un qui est exploité.

L'antisémitisme d'une partie du clergé, de l'intelligentsia et de la petite-bourgeoisie est d'une autre nature et appartient à une autre catégorie. Et cela, même si aujourd'hui, la xénophobie la plus acerbe d'une partie de la petite-bourgeoisie vise le plus souvent les

Vietnamiens ou les Chinois, c'est-à-dire ceux qui les concurrencent sur le terrain commercial. Comme on le sait, les idées – toutes les idées – ne tombent pas du ciel, mais naissent sur la terre, elles proviennent des besoins quotidiens de tel ou tel groupe social.

Je me rappelle qu'en 1980, un certain « porc » – un secrétaire du Parti d'un niveau assez élevé – a dû répondre de plusieurs accusations (importants pots de vin, abus sexuels). Acculé, il a déclaré bêtement, que personne ne pourra lui retirer le communisme de son cœur. Moi-même, à ce moment-là, j'étais prêt à crier « A bas le communisme ! ». Il s'en est fallu de peu. Le peuple a alors appelé les bonzes du Parti « la bourgeoisie rouge ». Ce qui était très juste. Et Lors du 1^{er} mai 2005, nous sommes sortis avec le slogan « A bas la bourgeoisie rouge ! » (la gauche ex-communiste social-libérale). Ce slogan est toujours (sic !) actuel en Pologne. Je suis né dans un goulag mais, tout le paradoxe provient du fait que, là où je suis né, il n'y avait que des prisonniers ayant des opinions de gauche, et pour la majeure partie, des communistes. Les déportés l'avaient été par la

contre-révolution stalinienne. Identifier le bourreau avec la victime, et le communisme au stalinisme, alors que ce fut le fossoyeur du communisme, est devenu aujourd'hui une occupation non seulement à la mode, mais très rentable.

On pourra de nouveau s'appeler avec fierté « communiste » en Pologne lorsqu'on aura obligé ce bétail stalinien à renoncer à toute revendication d'un lien quelconque avec la gauche, et quand la vraie gauche, la gauche authentiquement communiste, aura rempli le trou théorique de 50 ans laissés dans son histoire, et qu'elle démontrera en pratique qu'elle maîtrise cela.

Mon père (il fut arrêté en 1939 par le Nkvd dans l'ex-Pologne orientale et libéré en 1956, année où il put revenir en Pologne) ne peut tout simplement pas se rappeler avoir rencontré dans les camps un seul défenseur des idées de droite ou du libéralisme. Les prédécesseurs de ces idées se retrouvaient parmi les cadres staliens. Aujourd'hui, ils manifestent ouvertement leurs opinions réelles bien qu'ils continuent de se déclarer de gauche. Arrogance stalinienne ?

L.M. : Quelle opinion as-tu du Parti communiste français ?

B.H. : Le Pcf n'a pas été « octroyé » à la France comme ce fut le cas du Poup, le parti polonais qui a pris le pouvoir en 1945 sur le cadavre du Parti communiste polonais et grâce à l'élimination de ses cadres. Le Pcf n'était pas un parti pastiche, artificiel, stalinien. Il a été un parti stalinisé. Et c'est une différence assez notable. Après la chute de l'URSS, aucun parti stalinien n'a survécu, seuls ont survécu les partis qui possédaient leurs propres racines. Le Pcf a sa propre histoire de combat et d'éducation politique, authentique, qui ne lui a pas été donnée par Staline. La renaissance de l'influence de la gauche à l'échelle massive est impossible en négligeant le Pcf. Au moins tant qu'il vivra.

Propos recueillis
par
Bruno Drweski

... VOIR
CI-DESSOUS ...**Du laxisme
dans le marxisme**

Les écoles du Parti communiste en Chine dont l'objectif est de diffuser dans tout le pays l'essence de la doctrine marxiste sont devenues des lieux de débauche : banquets, massages érotiques, beuveries, corruption. « De plus en plus d'écoles ont construit des bâtiments luxueux que les élèves appellent des hôtels quatre étoiles » déplorent les puristes. Ces écoles fondées par Mao pendant la guerre civile se comptent par milliers dans le pays. A quelques mois de son XVII^e congrès, le Pcc fait du ménage. Dans le même temps que ces pratiques sont dénoncées, des sanctions sont prises contre des responsables du Parti dans certaines provinces. 33 officiels ont été renvoyés du Parti et de leur fonction et 62 ont reçu des avertissements. Sûr que ceux-là n'auront plus droit à l'école !

Record de l'opium

La récolte d'opium de l'Afghanistan devrait dépasser tous les records. Un rapport de l'Onu annonce que ce pays produit 95 % de l'opium de la planète contre 92 % en 2006. L'opium et l'héroïne qui en découle représenteraient trois milliards de dollars pour l'économie afghane, de quoi alimenter la corruption et l'insécurité. L'insécurité contribue aussi à cette culture. « Le grand avantage de l'opium est qu'il dure vingt ou trente ans. C'est de l'argent en banque, déclare un diplomate. Quand on n'est pas certain de pouvoir transporter ses oignons ou ses carottes jusqu'au marché, parce que c'est trop dangereux, on cultive de l'opium et on le met sous son lit. C'est une monnaie ». Les experts estiment que ce qui détermine la décision des paysans de cultiver de l'opium, c'est l'interconnexion entre trafiquants, insurgés, riches propriétaires terriens et officiels corrompus. Il faudrait casser ces liens explique le gouvernement afghan. On peut toujours rêver !

Dieu exonéré en Italie

La Commission européenne interroge le gouvernement italien sur l'exemption fiscale qui permet aux cliniques ou aux hôtels gérés par l'Eglise catholique de ne pas payer d'impôt sur la propriété. En 2005, en effet, Berlusconi avait étendu l'exemption fiscale dont bénéficie déjà l'Eglise aux bâtiments dans lesquels elle mène des activités commerciales. Le commerce de Dieu n'est pas soumis à l'impôt ! La Commission affirme que cela pourrait représenter un avantage illégal au regard des règles européennes qui régissent... la concurrence bien sûr. En Italie, l'affaire fait du bruit et la nouvelle majorité a tempéré cette exclusive en restreignant le bénéfice de la disposition aux seules « activités qui ne sont pas exclusivement commerciales ». Reste aux commerces en question à se prévaloir d'une petite activité spirituelle pour échapper à l'impôt. Le commerce de Dieu, c'est tout bénéfice !

Belgrade

Un pillage

Il y a quelques mois, notre collaborateur Pierre Lévy se rendait dans les Balkans. Pour *Le Manifeste*, il dévoile ce qu'on ne sait pas toujours de la réalité de Belgrade et de cette région qui attend toujours quelque chose de la France « qui n'existe plus » et qui a eu bien du mal à constituer son gouvernement.



Photo Pierre LEVY

Soudain, Belgrade a blanchi. Entre les immeubles imposants construits au dix-neuvième siècle, qui rappellent l'Allemagne du Sud, et les bâtiments officiels tout aussi massifs, mais qui datent du socialisme titiste, nombre d'arbres ont vaillamment défendu leur place. Flotte dans l'air une improbable fragrance de miel. Il est vrai que la métropole anciennement yougo-slave (littéralement slave du sud) est incontestablement méridionale. La conduite des automobilistes, disons audacieuse, et l'usage généreux du klaxon confirment qu'on est ici plus proche de Rome ou d'Athènes que de Bruxelles et Berlin. Les piétons, quant à eux, ne boudent pas les prémices des beaux jours. L'on doit presque jouer des coudes pour flâner sur le grand axe piétonnier qui concentre nombre des grandes enseignes occidentales, installées ces dernières années – Zara, Adidas, sans parler des inévitables McDo. A cet égard, les bombardements de l'Otan, en 1999, n'auront donc pas été vains.

« Notre pays
est en réalité
occupé »

De ces « frappes chirurgicales », comme les nommaient alors les dirigeants occidentaux, la capitale, notamment, garde les stigmates. Plusieurs bâtiments politiques et administratifs pilonnés ont été laissés en l'état, sous les gravats. Les nouveaux dirigeants n'ont pas voulu, ou bien pas osé, face à leur propre peuple, effacer les dégâts commis par ceux grâce à qui, un an plus tard, ils allaient accéder au pouvoir. Sans ces plaies restées vives

au centre de la cité, comment le visiteur pourrait-il imaginer le fer et le feu qui s'abattirent ici pendant 78 jours sans discontinuer, tant la métropole paraît aujourd'hui aussi paisible que ses consœurs du Vieux Continent ? Non seulement le cœur de la capitale, mais aussi ses faubourgs populaires, ses quartiers plus huppés, ou bien la ville sœur de Zemun, de l'autre côté de la Save, semblent respirer la tranquillité.

Il faut bien sûr aller au-delà de l'apparence. Car la situation sociale n'a vraiment rien d'enviable. S'il est difficile d'arbitrer entre les statistiques que les différents interlocuteurs vous livrent, il faut bien admettre que le chômage réel se situe dans une fourchette variant entre 20 % et 40 % de la population active. Vladimir Nadaszdzin, un diplomate qui joua un rôle clé dans toutes les négociations qui impliquèrent la Serbie de Slobodan Milosevic, souligne qu'une famille sur cinq est touchée par la pauvreté. Selon lui, les plus grands perdants de la « transition » sont les personnes de la génération qui va atteindre l'âge de la retraite dans quelques années, et qui, si elles sont au chômage, n'ont guère de chance de se réinsérer. Toutefois, précise Milos Jovanovic, jeune chercheur en géopolitique, la « transition » vers l'économie de marché a été moins brutale que dans les pays d'Europe centrale ayant rejoint l'Union européenne. Des mécanismes de solidarité familiale ont joué. Mais patience : récemment, les premiers mendiants, parfois des hommes ou des femmes très âgés, sont apparus – un trait nouveau pour ce pays. Signe supplémentaire mais indubitable que les actuels dirigeants ont vaillamment entrepris de se rapprocher des « valeurs européennes ».

Comment, d'ailleurs, la situation sociale d'une large partie de la population pourrait-elle évoluer vers plus de prospérité, quand l'économie du pays a été et reste soumise à un pillage en règle ? C'est en tout cas ce que souligne Vladimir Krschlanin, astrophysicien, ancien responsable du parti socialiste (Sps) qui a quitté celui-ci faute de perspective à gauche. Pour ce dernier, privatisations, remboursements et paupérisation représentent environ 6 milliards d'euros qu'on vole chaque année au peuple. « Notre pays est en réalité occupé », poursuit-il, évoquant la mainmise occidentale tant sur les entreprises que sur la police, la diplomatie, l'administration. L'armée, quant à elle, a été réduite à quelques milliers de soldats, autrement dit effacée.

Plus empiriquement, c'est ce que confirmeront plusieurs chauffeurs de taxis interrogés : « ils ont tout vendu ! », s'emporte l'un d'entre eux, qui balaie d'un doigt résigné les enseignes visibles à tous les coins de rue. En centre-ville, ce sont bien sûr les banques qui affichent leur présence ostensible, par exemple l'allemande Hypovereinsbank, mais aussi la française Société générale. Parmi toutes les filiales à l'étranger de cette dernière, la branche serbe aurait, dit-on, décroché le pompon de la rentabilité mondiale. Quant aux groupes industriels, l'exemple le plus emblématique n'est autre que le sidérurgiste américain Us Steel, qui a racheté pour une bouchée de pain la société nationale Sartin. Comme le souligne l'universitaire Vera Vratasa, professeur de philosophie, engagée contre les pressions de la dite communauté internationale, « ils ont pris la crème des entreprises,

ont utilisé l'argent des contribuables pour le valoriser, et ont fermé tout le reste ». De fait, en Serbie, la désindustrialisation a fait des ravages à peine imaginables, alors que l'ancienne Yougoslavie tenait dignement son rang en matière de production automobile, aéronautique, sidérurgique... Mais peut-être peut-on considérer que la politique économique de ces six dernières années n'a fait que poursuivre l'œuvre commencée par les bombardiers euro-américains. On se souvient par exemple qu'un raid avait ainsi rasé l'usine automobile de Zastava, jetant ses salariés au chômage. Pour l'essentiel, ils y sont toujours.

En revanche, les « services » ont fleuri. Pour être juste, il faut aussi signaler l'abondance – en tout cas par rapport à la France – des librairies. Tout n'est pas perdu... Un détail qui signale en tout cas, s'il en était besoin, combien pernicieuse est l'image du pays véhiculée mine de rien par une certaine propagande occidentale. Officiellement, bien sûr, l'on ne manque pas de souligner, à Bruxelles, Berlin ou Paris, que la Serbie a toute sa place au sein de la « famille européenne » – pour peu que Belgrade y mette de la bonne volonté. En réalité, de nombreux signes dessinent à mi-voix un portrait bien peu flatteur des Serbes, dont on laisse entendre qu'ils sont un peu les sauvages de l'Europe. Comme le négociateur finlandais pour le Kosovo s'était laissé aller à l'exprimer à Vienne en 2006, « les Serbes sont coupables en tant que peuple ». Une thèse que s'efforcent de soutenir ici les Ong militant pour les « droits de l'homme », évidemment sans grand écho sur place, mais avec l'écho sans avantage d'étayer l'arrogance des dirigeants occiden-

Belgrade économique

taux. Tout se passe comme si ces derniers n'imaginaient parler à la Serbie qu'en termes d'exigences, de conditions, de diktats, et ce suivant l'antique précepte : « malheur aux vaincus ».

Prégnance de la « Yougo-nostalgie »

Cette condescendance parfois haineuse à l'encontre de la Serbie n'est pas seulement moralement contestable ; elle est surtout factuellement absurde. Point n'est besoin de séjourner des mois durant dans le pays pour constater à quel point les Serbes forment un peuple extrêmement politisé. Ce que souligne Slobodan Reljic, rédacteur en chef du plus grand hebdomadaire d'informations du pays, *Nin* : « jusqu'au moindre petit village, tout le monde parle politique ». Y compris – ou peut-être surtout – politique internationale. Il est vrai qu'ici, la politique internationale n'a rien d'abstrait. Depuis plus de quinze ans, elle a eu pour nom, tour à tour : sanctions, embargo, guerres, réfugiés, bombardements, pressions, menaces, mainmise extérieure, et – pour faire le lien avec la politique nationale – corruption. Dans ces conditions, M. Jakanovic décrit ce qui constitue selon lui les deux traits caractéristiques de l'état d'esprit populaire aujourd'hui largement répandu : exaspération d'une part, et immense fatigue, d'autre part.

Dès lors, on comprend la prégnance de la « Yougo-nostalgie », telle que l'évoque Branko Rakic, qui enseigne à la faculté de droit de Belgrade. Pour lui, ce regret d'un temps où la République fédérale de Yougoslavie était un pays respecté et comptait sur la scène internationale, est partagé par 80 % des Serbes. Une évaluation difficile à établir, et certes considérée comme optimiste par d'autres interlocuteurs. Il est cependant certain que nombre de gens se souviennent d'une protection sociale assurée et gratuite, et d'un niveau de vie certes pas luxueux, mais digne. Mais au-delà de la dégradation subie du niveau de vie, qui se sent encore yougoslave ? Paradoxalement, le professeur Rakic affirme que ce sentiment, s'il est majoritairement mal vu en Croatie, est loin d'être l'apanage des seuls Serbes : « Les musulmans bosniaques sont parfois les plus yougoslaves ». Membre de la petite équipe de juristes qui préparait la défense de Slobodan Milosevic à La Haye, il conte ainsi des anecdotes fort surprenantes pour le profane : « avec les Bosniaques (qui étaient « par-

ties civiles » au procès de feu le président yougoslave), on s'affrontait au prétoire ; mais on n'hésitait pas à sortir ensemble et à s'inviter les uns les autres après les audiences. Aux Pays-Bas, on se retrouvait avant tout entre Yougoslaves ».

Pour autant, l'amertume et les blessures proprement serbes sont à vif. M. Rakic insiste sur une idée que beaucoup d'interlocuteurs expriment, chacun à leur façon : situant les deux dernières décennies dans une perspective historique, il note que la Serbie s'est trouvée, lors des deux guerres mondiales, du « bon » côté, en particulier dans la résistance anti-nazie. « S'il y a évidemment eu des collaborateurs, il n'y a jamais eu des nazis serbes », rappelle de son côté Miodrag Jankovic, écrivain et ancien diplomate en poste à Paris. À l'inverse, le III^e Reich n'a pas manqué, en 1941, de faire cadeau aux frères ennemis croates d'un État fantôme indépendant, dirigé par des fascistes oustachis, connus pour leur particulière barbarie. Cet État fourni-

conquis. M. Nadazdin cite ainsi l'exemple d'une toute récente intervention des deux ambassadeurs dans la presse belgradoise : les représentants de Washington et de Paris ont conjointement demandé que les ouvrages universitaires qui mettent en cause l'intervention de l'Otan soient retirés des bibliothèques... Autre anecdote, confiée cette fois par une jeune fonctionnaire européenne envoyée à Belgrade. De nationalité française, celle-ci s'est vue, dès son arrivée, prise en main par son ambassade : « gardez le maximum de distance avec la population locale », lui a-t-on ordonné. Une consigne qui serait inimaginable dans d'autres pays, telles que la Bulgarie ou la Roumanie voisines...

La France, précisément. Le professeur de droit Dragan Nedjelkovic, retraité, mais dont la renommée l'amène à être en contact avec les politiciens d'aujourd'hui, n'a toujours pas surmonté sa tristesse, depuis que Paris se fut placé en première ligne de l'opération lancée par l'Otan



Photo Pierre Lévy

ra du reste nombre de combattants à la Waffen SS. Certes, l'Allemagne actuelle n'est plus celle d'Hitler, mais, selon M. Rakic, tout se passe comme si sa politique étrangère s'employait à défaire des États issus du premier – comme la Tchécoslovaquie – et du second conflit mondial, dont elle n'aurait en réalité jamais digéré la création. À de rares exceptions près, nul ne doute ici du rôle crucial qu'a joué Berlin dans le déclenchement, au début des années 90, des guerres qui allaient aboutir à l'éclatement de la fédération.

« On sacrifie toujours les petits »

Face à cela, note amèrement l'universitaire, les alliés historiques de la Serbie lui ont chipoté leur soutien – comme la Russie d'Eltine – ou, pire, se sont transformés en véritables agresseurs – tels les États-Unis, bien sûr, mais aussi la France. Ces deux pays semblent vouloir continuer de se comporter comme en pays

(sans mandat de l'Onu, faut-il le rappeler) : « pour ma génération, précise le vieil homme avec émotion, la France, c'était en quelque sorte notre seconde patrie ; on a pleuré quand celle-ci a été occupée par les nazis ».

Il constate avec peine qu'on « sacrifie toujours les petits », mais se demande encore – sur le plan rationnel, cette fois – pourquoi la France a ainsi gâché l'immense capital de sympathie qui lui était acquis ici, comme du reste dans plusieurs autres pays d'Europe centrale et orientale.

Résumant un sentiment très répandu, il fait observer que la Serbie s'est souvent sacrifiée en faisant passer l'unité yougoslave – avec les Sloènes et les Croates, notamment – avant ses propres intérêts, et paye aujourd'hui les conséquences de cette priorité. En outre, estime-t-il, Tito est resté prisonnier « des conceptions de Lénine et de Staline sur la question nationale », en créant une fédération de Républiques dotées d'une très large autonomie. Il s'agissait

presque d'une confédération, à rebours des espoirs qui s'étaient fait jour au sortir de la seconde guerre mondiale. Le slogan du chef emblématique était alors « unité et fraternité » : « sur cette perspective, il a réussi à rallier la jeunesse – y compris les royalistes ». Finalement, ceux qui espéraient que l'horizon serait la création d'une nation yougoslave ont été déçus par la création des Républiques et provinces autonomes. Ce qui ouvrit la voie, quatre décennies plus tard, à la tentation séparatiste des dirigeants croates et sloènes : « nostalgique d'un État croate indépendant, Tudjman (le président croate) voulut la guerre ». Le professeur Nedjelkovic ne cherche nullement à nier les crimes de guerre de tous les camps qui marquèrent cette période, mais invite à imputer la responsabilité de ceux-ci d'abord et avant tout aux fauteurs de guerre. Cependant, tout attaché à la cause serbe qu'il soit, il place « au dessus de tout, la conscience humaine ». De grand-mère allemande, il rêve qu'on rende hommage à ceux qui, depuis plus d'un siècle, ont été les victimes innocentes du fanatisme et de la vengeance.

L'attachement sentimental à la France est-il une question de génération ? Peut-être. Pourtant, force est de constater que les quelques chauffeurs de taxis auxquels le passager annonce qu'il vient de Paris ont tous le visage qui s'éclaire spontanément d'un sourire radieux. Une réaction dont l'indulgence peut surprendre, après tout. Et qui n'est sans doute pas unanimement partagée, comme pourrait le laisser penser un graffiti naguère apparu sur la statue dédiée à l'amitié franco-serbe, située aux abords de la forteresse de Kalemegdan qui jouxte le centre de Belgrade. Cet impressionnant bastion, qui domine le confluent du Danube et de la Save, est environné d'un parc verdoyant. Le soir tombé, de nombreux jeunes, en couples ou en groupes, déambulent ou contemplant distraitement le panorama. À noter que le visiteur abreuvé de la propagande présentant le peuple serbe comme complice de crimes de guerre pourrait être surpris par l'extraordinaire retenue des conversations. À l'âge équivalent, on imagine d'autres contrées où la jeunesse aurait une présence collective moins discrète – mais peut-être s'agit-il d'une ruse de barbares ? Quoiqu'il en soit, le monument évoqué arbore l'inscription : « nous aimons la France comme la France nous aime ».

Une main anonyme a furtivement transformé la fin de la phrase. Qui est devenue : « nous aimons la France qui n'existe plus ».

Pierre Lévy

ET AUSSI :

Bataille pour l'Arctique

Le réchauffement climatique n'est pas mauvais pour tout le monde. Le dégel de l'Arctique attire les convoitises car les nouveaux territoires ainsi révélés pourraient bien être riches en matières premières et notamment en hydrocarbures. Cinq pays sont sur les rangs. Le Canada considère que cette région est dans ses eaux territoriales, la Russie aussi qui vient de déployer un drapeau à la verticale du pôle, à plus de 4 km de profondeur. Le Danemark et la Norvège sont aussi sur les rangs. Quant aux USA, ils affirment, pour ne pas être écartés du gâteau, et en accord avec l'Europe qui ne veut pas non plus en être absente, qu'il s'agit d'eaux internationales. Est-ce le lieu de la prochaine guerre ?

Le pompon pour les Russes

Après avoir planté un drapeau russe en titane, début août, sous le pôle Nord, les autorités ont déployé le plus grand drapeau russe au monde d'une surface de près de 400 m², en célébrant « l'autorité » retrouvée de la Russie sur la scène mondiale. Cette fête célèbre le retour du drapeau tricolore instauré par Eltsine le 22 août 1991. La taille du drapeau n'est pas forcément proportionnelle à la qualité de vie dans un pays où la population souffrait moins quand flottait le drapeau rouge.

Cuba contre l'analphabétisme

Felipe Perez Roque, ministre cubain des Affaires étrangères a proposé au Forum de coopération de l'Amérique latine et l'Asie de l'est (Focalae) de travailler à un projet de coopération pour contribuer à l'élimination de l'analphabétisme. Aujourd'hui, on recense dans le monde 800 millions d'adultes analphabètes et plus de 80 millions d'enfants qui ne vont pas à l'école. Il s'est appuyé sur le succès des campagnes menées dans une quinzaine de pays avec la méthode pédagogique cubaine *Yo si puedo* (Moi, oui je peux) qui a le label de l'Unesco. Grâce à cette méthode plus de deux millions et demi de personnes de 18 pays d'Amérique latine, des Caraïbes, d'Afrique et d'Asie ont appris à lire et à écrire.

Chemins interdits de grève

Le tribunal du travail de Nuremberg a interdit aux cheminots allemands de se mettre en grève jusqu'au 30 septembre parce que cela causerait un énorme préjudice à l'économie allemande. 95 % des conducteurs de trains et autres personnels routiers s'étaient prononcés pour déclencher la grève le 9 août dernier. Une grève lancée par le syndicat des conducteurs GdI qui s'annonçait comme la plus importante depuis 15 ans. La grève était organisée pour obtenir une augmentation salariale de 31 % et une prime de 600 euros. La Deutsche Bahn est encore une entreprise publique, mais 49 % de son capital doit bientôt être privatisé. C'est aussi vers ça qu'on s'achemine en France avec la loi sur le service minimum. La grève pourrait ainsi devenir un délit.

À CÔTÉ !

Bruxelles coupe les vivres aux Palestiniens

L'Union européenne vient de décider de suspendre le remboursement des factures de fioul destinées à la bande de Gaza. La compagnie israélienne Dor Alon, fournisseur à 95 % de la centrale palestinienne, a donc décidé de suspendre ses livraisons. Plus d'un tiers des Palestiniens de cette région sont ainsi privés d'électricité. L'Ue versait 6,5 millions d'euros par mois pour approvisionner la centrale électrique palestinienne après avoir utilisé un subterfuge pour contourner le Hamas qu'elle boycotte et qui figure sur la liste des organisations terroristes dressées par Bruxelles. Le peuple palestinien paie cher ses choix démocratiquement exprimés.

TENTEZ L'ABONNEMENT COMME CADEAU

Ça va, on licencie !

Le groupe Unilever qui semble bien se porter (hausse de 16 % de son résultat net au deuxième trimestre 2007 à 1,2 milliards d'euros) vient d'annoncer 20 000 suppressions de postes dans le monde « pour aller encore mieux » ! Du coup, cette annonce a motivé une forte hausse du titre en Bourse. L'effectif de cette entreprise de produits de grande consommation (Dove, Amora, Lipton ou Knorr) est déjà passé de 247 000 en 2000 à 179 000 aujourd'hui. Le groupe anglo-néerlandais a bien tenté de rassurer ses employés en France. Mais pour la Cgt : « Cette annonce pendant les congés d'une majorité de salariés démontre le mépris de la direction à l'égard des droits des salariés et de leurs représentants » et s'oppose à tout licenciement. Moralité : plus les actionnaires empochent, plus les salariés dépochent !

Rugby rentable

L'International rugby board (Irb) a décidé de limiter la diffusion des photographies des rencontres de la coupe du monde de rugby par les agences à leurs abonnés et ordonné l'abandon des droits d'auteur par les reporters-photographes à son seul profit. Le «sport-business» se porte bien et le rugby est en passe de détrôner les autres puisqu'il pourrait obtenir ce que ni la Fifa, ni le Cio n'avait réussi à avoir. Le Snj-Cgt en appelle au respect de la loi française et invite les journalistes au boycott de l'événement pour préserver le droit à l'information.

Politique

Socialisme et participation

Le professeur Konstantin Gradov, politologue russe, qui se définit toujours comme « soviétique », a particulièrement travaillé sur l'histoire de la sociale démocratie européenne. Il était récemment à Paris et s'est posé la question de la participation de personnalités socialistes au gouvernement Sarkozy-Fillon. Il revient sur l'histoire du socialisme français et les aléas de sa participation à des gouvernements bourgeois.

L'expérience historique du peuple français est riche en interventions des masses dans la politique, dans la conduite de l'État. La grande Révolution française de 1789-1794, les révolutions sociales et politiques du 19^e siècle, la Commune de Paris, l'immense mouvement du Front populaire, l'initiative populaire et créatrice de la Libération ont formé d'indéfectibles traditions démocratiques et socialistes de luttes. La classe dominante doit compter avec ce fond des masses populaires.

Obtenir la soumission politique des masses

L'immortelle Commune a montré au peuple et aux gouvernants que désormais on ne pouvait plus diriger le pays en ignorant les besoins et les exigences de la classe ouvrière, des travailleurs. Le passage du pouvoir entre les mains de la majorité populaire et démocratique devient la nécessité objective de l'époque. Contre cette révolution socialiste, contre le changement qualitatif de l'État,

le grand capital se dresse avec toute l'immensité de ses ressources. En préférant, naturellement, éviter l'affrontement direct, et en cherchant à obtenir la soumission politique des masses.

L'un des moyens d'atteindre ce but apparut dès la fin du 19^e siècle. C'est la participation des représentants des travailleurs (ou présumés tels...) dans le gouvernement bourgeois de la France. C'est un phénomène complexe, contradictoire. Il signifiait, tout d'abord, la reconnaissance forcée que la classe ouvrière doit diriger le pays. D'autre part, cette participation constituait le détournement de cette nécessité objective vers l'impasse de la collaboration de classe, les masses restant dominées et exploitées. Le premier exemple de la participation a été donné par Alexandre Millerand, socialiste indépendant, invité dans le gouvernement de la « concentration républicaine » de Waldeck-Rousseau, en 1899. Le piquant dans ce cas, est la pré-



Jean Jaurès au meeting du Pré Saint Gervais en 1913 (Photo DR).

sence, dans le même gouvernement du général Gallifet, le bourreau de la Commune. Une belle illustration de la « collaboration » !

Les socialistes français, l'Internationale socialiste ont à peine débattu ce problème. La participation a été condamnée. Mais il y avait ceux qui la soutenaient. Parmi ces derniers, Jean Jaurès, qui n'a perçu dans cette participation qu'un signe de la croissance du prolétariat. L'erreur de Jaurès, à ce moment là, pourrait être comprise.

La plus grande conquête des socialistes : l'alternance

Le 20^e siècle a développé le phénomène jusqu'à ses conséquences actuelles. Les socialistes français (et d'autres...) ont activement collaboré avec la classe dominante dans la direction de la société capitaliste, dans le gouvernement politique de l'État. Ce ne sont pas les partis socialistes qui ont

transformé le capitalisme en socialisme, grâce à cette collaboration. C'est la classe dominante qui, utilisant son instrument, l'État, a transformé les socialistes collaborationnistes en serviteurs du capitalisme. En partageant avec la classe dominante et dirigeante le privilège de la direction et du gouvernement, les socialistes (ou plutôt leurs « sommités ») sont devenus partie intégrante de cette classe qui domine la France. La plus grande conquête des socialistes, selon Mitterrand, étant l'alternance !

Ce changement de rôle social, la pratique des rapports sociaux, ont amené des bouleversements et la dégénérescence de la théorie des partis socialistes. Ils ont abandonné le marxisme, ignoré le léninisme, les idées de la transformation révolutionnaire de la société capitaliste et, inévitablement, les renégats ont renoncé au socialisme lui-même.

Jospin a choisi la tribune du congrès de l'Internationale socialiste à Paris pour annoncer que les socialistes français avaient renoncé à l'idée du changement de société. Peut-on, après, s'étonner du résultat du 21 avril 2002 ?

La participation de 1899 soulevait des doutes... La participation des Kouchner et C^{ie} en 2007 est plutôt claire en son contenu. Ceux qui sont toujours attachés à la perspective socialiste ne peuvent y voir qu'un phénomène négatif, malsain et malhonnête.

Konstantin Gradov

C'est peut-être moins par « l'œuvre » qu'il aura accomplie que par les vacances qu'il aura prises que le super-président Sarkozy risque de passer à la postérité.

Après sa retraite d'ermite sur un yacht de luxe et ses week-ends à Brégançon, l'hyperactif de l'Élysée a donc passé ses congés aux États-Unis, comme tout un chacun, chez des « amis » fortunés. Et tous les Français ont ainsi pu apprendre qu'il avait fait honneur à la cuisine de Bush qui l'avait invité à partager ses hamburgers.

Que pour la première fois dans l'Histoire, un président français choisisse les USA comme destination estivale n'est déjà pas banal. Cela ne peut guère étonner de la part de celui que le *Wall Street Journal* nomme « l'anti-anti-américain ».

Mais il n'aura pas fallu attendre longtemps pour constater que ces vacances dorées n'étaient que le prélude à une inflexion sérieuse, voire à un revirement de la politique étrangère de la France. À peine rentré, Sarkozy a en effet envoyé son porte-coton, l'ex-

socialiste Kouchner, à Bagdad.

Et que croyez-vous qu'il y fit ? Réclamer le départ des troupes américaines et le droit pour les Irakiens de régler leurs affaires de manière souveraine ? Nenni. Il nous a expliqué que la page (des divergences sur la guerre) était tournée. « Du passé faisons table rase »... Et le boute-feux du Quai d'Orsay d'esquisser une tentative de

Kouchner à Bagdad ou la capitulation devant les USA

solution visant à ce que la communauté internationale et l'Onu volent au secours de Bush pour prendre le relais des Marines et des Gⁱs.

Et qu'importe si, du coup, la France et sa population se retrouvent en ligne de mire d'éventuels attentats, enrôlés à leur corps défendant dans une croisade à laquelle pourtant ils avaient refusé de se joindre.

P.L.

Écologie

Le réchauffement média-climatique

Bien que l'été médiocre que nous venons de passer en France ne nous incite pas à mesurer que la terre se réchauffe, il est aujourd'hui de bon ton d'alerter l'opinion sur les effets néfastes produits par les émissions de gaz à effet de serre. Pascal Acot, historien de l'écologie scientifique (Cnrs) revient sur cette idée reçue que les premiers à blâmer seraient les activités humaines.

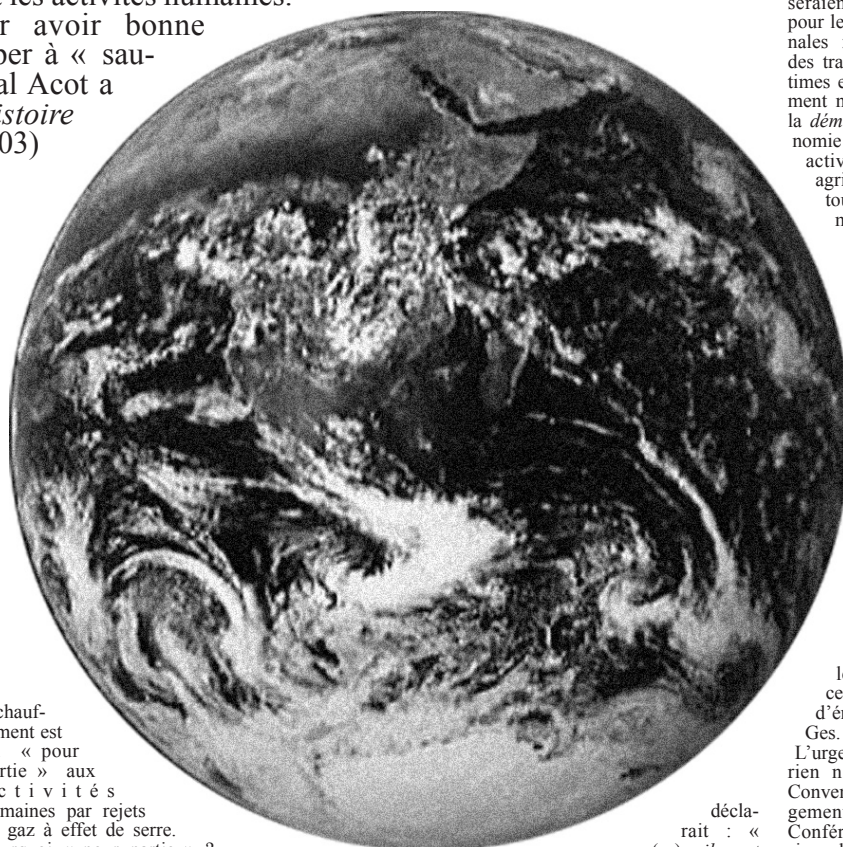
Ainsi, il suffit pour avoir bonne conscience, de participer à « sauver la planète ». Pascal Acot a récemment publié *Histoire du climat* (Perrin, 2003) et *Catastrophes climatiques, désastres sociaux* (Puf, 2006).

Depuis quelques mois, nous assistons à une floraison de rapports sur le réchauffement climatique, dans lesquels il est fait assaut de prévisions catastrophistes. J'en retiendrai ici deux exemples seulement. En octobre 2007 le « rapport Stern », élaboré par un ancien économiste de la Banque mondiale à la demande du futur Premier ministre de la Grande-Bretagne, Gordon Brown, est publié. Il y était indiqué que si nous ne faisons rien contre le réchauffement climatique, l'économie des pays industrialisés, donc l'économie mondiale s'effondrerait, qu'un effondrement de 20% de la production économique et la multiplication de conflits de survie meurtriers étaient à prévoir. Ce rapport indiquait aussi, et c'est l'idée centrale dont il est porteur, que la lutte contre les émissions de gaz à effet de serres (Ges) pourrait coûter l'équivalent de 1 % des richesses produites dans le monde, mais que si l'on ne faisait rien, les catastrophes économiques, sociales, politiques, pourraient coûter 20 fois plus (5500 milliards de dollars).

Facteurs astronomiques du changement climatique

Le 4^e rapport du Giec (*Groupe Intergouvernemental d'Experts sur le Changement Climatique*, Ipcc pour l'acronyme en anglais) a été présenté en février 2007. Il y est indiqué que le 20^e siècle aurait « probablement » connu le réchauffement le plus important depuis un millénaire. Qu'il est « très probable » (90 %), mais non « quasiment certain » (99 %), que ce

réchauffement est dû « pour partie » aux activités humaines par rejets de gaz à effet de serre. Pourquoi « pour partie » ? Parce qu'il existe aussi, et surtout, des facteurs astronomiques du changement climatique, lesquels conduisent à une glaciation tous les 100 000 ans environ. Ils nous permettent d'affirmer avec certitude que nous n'entrerons dans une phase de glaciation que dans 20 000 ans environ. Le Giec prévoit d'ici à 2100, un réchauffement compris entre 1,8 et 4° C et une hausse du niveau des mers comprise entre 18 et 59 centimètres d'ici la fin du siècle. Le Giec a également annoncé que le réchauffement se poursuivra inexorablement pendant plusieurs siècles, même si nous stabilisons dès aujourd'hui les taux de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. De la même manière, la hausse du niveau des mers devrait se poursuivre pendant au moins mille ans. La presse ne s'est pas intéressée à ces colossales inerties biosphériques. Et alors que, selon l'*Institut*



Français de l'Environnement, les ménages et les véhicules individuels sont responsables de 27 % seulement des émissions nationales de Ges, les médias ne cessent de stigmatiser l'« empreinte écologique » des individus, invités du même coup à « sauver la planète » sous la bannière du Wwf, gigantesque organisation nord-américaine de collecte de fonds. fondée, notamment, par Russell Train, qui fut responsable « Sécurité-Environnement » de la transnationale *Union Carbide*. Cette dernière provoqua la catastrophe de Bhopal en 1984 (12 000 morts). Russell Train a toujours nié toute responsabilité de son entreprise dans cette tragédie.

La presse dont il vient d'être question a, semble-t-il, oublié que, dès mai 2004, Lorents Lorensen, directeur de l'Environnement à l'OCDE

déclarait : « (...) il est déjà trop tard pour contrer certaines modifications du climat causées par les activités humaines. Autrement dit, les politiques visant à réduire les émissions de Ges devront s'accompagner d'autres mesures pour nous aider à nous adapter aux effets du changement climatique ».

Repousser le moment de l'épuisement des énergies fossiles

En fait, nous devons faire face à deux problèmes, souvent confondus : celui du réchauffement climatique et celui de l'épuisement prochain des combustibles fossiles. On voit que le premier problème pourrait être réglé par le second. Et qu'en conséquence, l'urgence véritable est de repousser le moment de l'épuisement des

combustibles fossiles afin d'aménager la transition vers les énergies alternatives, aujourd'hui insuffisantes, le nucléaire civil mis à part. Hélas ! les mesures à prendre seraient très douloureuses pour le monde des transnationales : suppression radicale des transports (aériens, maritimes et routiers) non absolument nécessaires, c'est-à-dire la démondialisation de l'économie et la relocalisation des activités industrielles et agricoles. Suppression du tourisme (aérien, maritime et routier) mettant en œuvre l'usage de combustibles fossiles. Développement des transports en commun (songeons que le réseau ferré français est aujourd'hui revenu à son niveau de 1875) et que la Sncf organise sa propre concurrence avec ses filiales de transport routier Calberson et Bourgey-Montreuil, entre autres. Avec, en attendant le solaire, le développement de l'électronucléaire dans le monde entier puisque cette forme de production d'énergie ne rejette pas de Ges.

L'urgence est grande puisque rien n'a été fait depuis la Convention-cadre sur le changement climatique de la Conférence de Rio (1992), sinon la mise en place d'une Bourse de droits à polluer et du feuillet à épisodes du stérile protocole de Kyoto. Au lieu de quoi, les politiciens roulent des yeux en évoquant le réchauffement. Ah ! Les candidats à l'élection présidentielle, en chemise et la corde au cou, venant signer le « Pacte écologique » de Monsieur Hulot ! Le Giec a bon dos, dont les travaux scientifiques servent le plus souvent à préparer les opinions publiques à plus d'austérité énergétique, à de nouvelles taxations « écologiques », au déclin industriel de l'Europe par redéploiements vers les pays émergents et les pays en voie de développement, et à la mise en place ou au renforcement d'instances supranationales afin de légitimer l'ensemble.

Pascal Acot

Communiste

Le parti communiste a de l'avenir en France

Freddy Huck et Francis Combes, tous deux membres fondateurs du *Manifeste*, donnent leur point de vue sur la situation créée par les dernières élections politiques dans notre pays. Le week-end du 1^{er} septembre, des communistes « *opposants à la ligne d'abandon de la direction du Pcf, membres ou non du parti* » se rencontraient à l'initiative d'André Gerin, autre membre fondateur du *Manifeste*, à Vénissieux.

Les dernières élections présidentielles ont vu une victoire de la droite et même si aux législatives la barre à gauche s'est un peu redressée, la gauche sort affaiblie et divisée de ces élections politiques. Comment analyser vous la situation aujourd'hui ?

Freddy Huck : Le résultat des deux élections met en évidence la situation réelle du rapport des forces de classe aujourd'hui en France. Cette réalité a de multiples dimensions, quelles soient idéologiques, économiques, politiques, culturelles et bien entendu sociales. Ces réalités sont toutes liées à l'approfondissement de la crise du système capitaliste. Cette crise ne fait pas naître spontanément la conscience de classe. L'accroissement des richesses à un pôle et de la pauvreté à l'autre, s'il peut créer les conditions de révoltes y compris violentes, ne construit pas spontanément les conditions de changements démocratiques fondamentaux s'appuyant sur une prise de conscience élevée des catégories sociales qui y ont le plus intérêt. L'affaiblissement du Parti communiste français sur une longue période participe à cet affaiblissement. Le grand patronat monopoliste a imposé son candidat et sa majorité. Ils correspondent aussi le mieux aux stratégies impérialistes américaines. Les discours de Sarkozy aux couleurs pétainistes et fascisantes est inquiétant. Il annonce sur une longue période un affrontement de classe virulent, exigeant. Nous devons contribuer à ce que le peuple français, la classe ouvrière, trouve les moyens d'y résister. Les conditions de lutte sont plus difficiles. Des catégories sociales, que l'on peut qualifier de « petite-bourgeoises » en portant à la présidence de la République un tel candidat, concrétisent des alliances de classe qui se constituent autour de la grande bourgeoisie. Dans cette bataille, à l'évidence, la classe ouvrière a un rôle essentiel à jouer. Dans une situation aussi complexe et difficile, elle tend à mieux résister aux attaques et aux pressions. Les questions à résoudre pour les révolutionnaires nécessitent de définir et



Photo Patrice MOREL

mesurer les tâches immédiates et les potentialités à utiliser. La bataille est rude et les exigences d'une affirmation toujours plus grande des idées, des conceptions et des propositions communistes est indispensable. Sans une telle démarche, la disparition même du Pcf est posée. Ce serait une catastrophe dont nous ne mesurons pas aujourd'hui les répercussions.

Francis Combes : Après avoir dit Non au projet de Constitution européenne, les Français ont voté en majorité pour des partisans du Oui. Et ils ont élu un président qui, après avoir été l'un des principaux ministres du gouvernement de droite, a réussi à se faire passer pour le candidat de la « rupture ». Sarkozy a gagné parce qu'il a réussi à faire ce qu'aucun homme politique n'avait fait avant lui : la jonction de la droite et de l'extrême droite, par la combinaison du libéralisme économique et de la démagogie autoritaire. Visiblement, son discours volontariste sur le « mérite », la « valeur travail », « l'identité nationale »... a remporté une certaine adhésion et trompé des

électeurs populaires.

Mais c'est le clan des possédants qui est passé à la contre-offensive et qui cherche sa revanche.

Si cela a pu marcher c'est parce qu'en face, il n'y a pas eu un projet vraiment fort ni crédible. Avant d'être électorale, la défaite de la gauche est idéologique. Sur bien des points, le programme de Ségolène Royal n'était pas fondamentalement différent de celui de Sarkozy (qu'il s'agisse de l'Europe, de l'économie, de la sécurité ou des questions internationales...). Et, faute de vouloir s'en prendre aux puissances de l'argent, les quelques aspects de gauche de son programme ne pouvaient guère convaincre. Quant à la gauche anti-libérale, qui avait pourtant élaboré une plateforme unitaire d'un contenu avancé, elle s'est elle-même mise hors jeu en se montrant incapable de s'unir. En fait, la seule idée a été le vote utile pour « battre Sarkozy ». Et cela n'a pas suffi pour gagner. La contre-performance de Marie-George Buffet (qui fait encore plus mal que Robert Hue) tient bien sûr à cette situation particulière. Mais aussi à la politique de

Gribouille que cette direction a suivie. Si on voulait vraiment faire cavalier seul, il fallait annoncer la couleur et présenter, à temps, un candidat clairement communiste. Quitte à assumer le risque de faire un mauvais résultat et de se retrouver derrière la Ligue. On aurait pu aussi (il n'y aurait eu aucune honte à cela) soutenir une candidature unitaire. C'était à mon avis la meilleure solution. Non seulement parce que cela nous aurait évité cette claque dont nous aurons du mal à nous relever, mais aussi parce que nous aurions contribué à faire naître ainsi une nouvelle perspective politique. L'incapacité de la direction à faire des choix stratégiques clairs a précipité la marginalisation du Pcf.

Bien sûr, la réalité de la lutte des classes va reprendre ses droits. La résistance des travailleurs (qui ne s'est d'ailleurs pas arrêtée pendant la campagne) devra se développer pour faire face aux soit disant « réformes » de Sarkozy. Mais cela ne suffira pas ; il faudra bien rouvrir le chantier de l'alternative politique. Les législatives ont apporté un petit correctif à la

présidentielle. L'affaire de la Tva sociale a joué un rôle car c'était le premier cas, mais certainement pas le dernier, dans lequel le démagogue en chef Sarkozy était pris la main dans le sac. Reste qu'il faut reconstruire une perspective à gauche et nous sommes au pied du mur.

On parle beaucoup justement des projets de « recomposition » à gauche. Chacun tentant de proposer une structure rassemblant autour de lui sans que de véritables alternatives soient avancées. Pensez-vous que c'est ce débat qui peut porter l'alternative ?

F. H. : Il s'agit là de petites opérations politiciennes. La gauche réformatrice a fait la démonstration de son incapacité à rassembler sur des bases claires et fondamentales de changement de société. De là naissent des volontés d'élargir les alliances politiciennes au centre, en fait à une partie de la droite. Ces opérations ont des significations. Nous devons nous exprimer sur celles-ci et en démontrer la nocivité. Mais nous n'avons pas à construire nos politiques

Communiste

sur de telles combinaisons d'appareil. J'entends bien, ici ou là, des dirigeants du Parti communiste s'inscrire dans ces magouilles. Il y en a même qui confirment leur volonté de voir disparaître le Parti communiste dans notre pays. Ils bazardent tout. Au-delà de la petitesse des personnages et de leurs objectifs, souvent basement alimentaires, la question fondamentale reste celle de la construction d'une force révolutionnaire communiste sur des bases de classe permettant à la classe ouvrière d'exprimer de façon autonome ses objectifs de transformation sociale, économique et politique. Ces recompositions expriment la recherche d'alliances de classe. Un véritable Parti communiste doit contribuer à l'émergence d'autres alliances sur la base d'intérêts et d'objectifs de classe précisément analysés et définis.

F.C. : La victoire de Sarkozy va-t-elle précipiter la clarification à gauche, entre ceux qui rêvent d'être les bons gérants du système et ceux qui n'ont pas renoncé à un vrai changement ? Les transferts d'un certain nombre de personnalités socialistes vers l'équipe de Sarkozy montrent ce que valaient leurs convictions de gauche. Ségolène elle-même a avoué qu'elle ne croyait pas au Smic à 1500 euros. Si elle n'était pas convaincue, pas étonnant qu'elle n'ait pas su convaincre. Et quand on apprend que Strauss-Kahn est présenté par Sarkozy (et les autres dirigeants des États capitalistes) pour être le prochain président du Fmi, on comprend que le cercle dirigeant du Ps est passé avec armes et bagages du côté du

grand capital... Le projet de nouveau parti (qui couvrirait tout l'espace de la gauche au centre) dont rêve François Hollande vise à parfaire la transformation de la vie poli-



Photo Patrice MOREL

tique française selon le modèle bipartisan en vigueur dans la plupart des grands pays capitalistes. Ce genre de grande machine électorale sans vrai programme politique ne peut que conduire à l'alternance sans fin entre le centre-droit et le centre-gauche, et à barrer la route à toute alternative réelle. Cela transforme la vie politique en piège électoral. Mais il n'est pas sûr que ça marche ni que le Ps puisse maintenir son hégémonie à gauche. Pour empêcher cela, la gauche véritable doit impérativement sortir de sa division. Plutôt qu'un nouveau parti, genre Linkspartei, qui sacrifierait la culture politique propre à chacun (communistes, socialistes de gauche, trotskistes, alter-écologistes), je pense qu'il faudrait plutôt réfléchir à la création d'une Convergence anticapitaliste, quelque chose comme un nouveau Front social et solidaire qui soit non seulement un cartel d'organisations mais qui

s'appuie sur un mouvement de citoyens, un vrai mouvement populaire qui reste bien sûr à créer avec tous ceux qui y sont prêts. Le fait que la gauche du Ps parle de rompre avec le Ps ne peut pas nous laisser indifférents. Nous devons certainement réfléchir à agir ensemble. Mais pas nous limiter à eux ni non plus abandonner l'identité et l'héritage communiste. Même s'il faut impérativement le rénover.

Le communisme a-t-il encore un avenir en France ?

F.H. : Bien entendu. Affirmer que le communisme n'aurait plus d'avenir en France signifierait qu'il n'existerait plus de classe ouvrière, que les pauvres ont disparu et qu'à l'opposé, il n'existe plus une grande aristocratie financière. La vie, chaque jour, fait la démonstration du contraire. Le communisme a de l'avenir parce qu'il existe en France des classes sociales à même de construire les changements permettant de conquérir le « bonheur commun ». Dans d'autres pays du monde, les forces communistes se renforcent, poursuivent leur combat, renaissent à partir des réalités des affrontements nationaux et internationaux. Ces expériences montrent que les fermentations du socialisme sont, à l'époque actuelle, étroitement liées aux capacités de résistance des peuples dans le cadre des nations existantes et des solidarités internationales à fortifier. C'est donc bien en France qu'il faut analyser concrètement la société, ses contradictions et ses potentialités pour construire des combats émancipateurs dans l'immédiat et le plus long terme.

Un Parti communiste français reste indispensable. La forme « parti » doit être conservée parce qu'elle permet le mieux de construire des politiques de classe, d'affiner les théories révolutionnaires, de confronter les expériences et les pratiques du combat, de travailler à l'affirmation de positions révolutionnaires et de contribuer aux rassemblements nécessaires. Que les communistes d'aujourd'hui (encartés ou non) soient dans l'obligation de reconquérir leur parti est une évidence. Cette évi-



Photo DR

dence exige des formes d'organisation, des moyens, des orientations correspondant aux exigences de l'heure. Cette reconquête se fera obligatoirement par une lutte intense aux plans idéologique, théorique et organisationnel.

F.C. : Tant que le capitalisme sera le capitalisme, avec ce que cela suppose d'exploitation, d'oppression et d'aliénation, nous n'avons aucune raison d'abandonner notre théorie et notre idéal. Donc, oui, le communisme a sûrement un avenir. Même si je pense que cette théorie et cet idéal doivent être reformulés en tenant

compte des leçons du 20^e siècle. Le Pcf en tant que parti ? Cela dépendra de ses adhérents.

Contrairement à certains camarades, je ne pense pas que la « forme-parti » en tant que telle soit dépassée. Nous aurions au contraire bien besoin d'un vrai parti communiste pour surmonter l'atomisation actuelle de la classe ouvrière et du prolétariat. En fait, nous avons besoin d'un rassemblement unitaire, car on ne peut pas changer les choses seuls (surtout à 2 % !). Mais nous avons aussi besoin d'un parti révolutionnaire, car la théorie révolutionnaire ne peut pas naître spontanément du mouvement. Au lendemain du premier tour, la direction du Pcf déclarait que les électeurs n'avaient plus de repères. Ce n'est pas faux. Mais on pourrait dire cela du Pcf lui-même. Parti de la classe ouvrière, rôle de l'avant-garde, référence au marxisme, tout a été abandonné... Alors qu'il aurait fallu actualiser notre théorie, pas s'en débarrasser. Avoir renoncé à l'idée du socialisme, de ce point de vue, a été lourd de conséquences. Si on n'est plus pour le socialisme, et qu'on pense qu'il suffit de réformer le capitalisme, il ne reste plus qu'à rejoindre le Ps. Ce que certains ne manqueraient pas de faire... Je ne sais pas pour ma part si le Pcf saura surmonter la perte de ses positions électorales et s'il sera capable de se renouveler. C'est d'autant moins sûr que le parti a vieilli et que son affaiblissement a favorisé beaucoup l'étroitesse... Mais sa disparition ne serait pas une bonne chose pour les travailleurs. Même si un nouveau parti finirait bien par se créer, ce ne serait pas sans douleurs... Mieux vaudrait pouvoir redresser le Pcf. Mais pour que le Pcf retrouve une raison d'être et une influence, il faudrait que le Congrès extraordinaire ouvre la voie d'une vraie rénovation idéologique sur des bases marxistes et révolutionnaires, c'est à dire vraiment modernes. Il faudrait aussi que ce parti fasse des choix stratégiques clairs. Et qu'il modifie sa direction en donnant la plus large place à des militants liés au monde du travail, à la vie active, à la production matérielle et intellectuelle. Dans le respect de la diversité des courants qui traversent le parti. Il faudrait enfin, comme l'a proposé la Gauche communiste, qu'à la différence des congrès précédents, ce Congrès fasse l'objet d'une préparation et d'un déroulement vraiment démocratiques, sans peur de la critique et de l'autocritique.

Propos recueillis par Patricia Latour

F.C.

Samedi 1^{er} septembre, à l'invitation d'André Gerin, 150 communistes venus de 26 départements différents, se sont retrouvés à Vénissieux. Il y avait là des militants du Pcf et d'autres qui n'y sont pas ou plus, mais qui tous, de l'Aude au Pas-de-Calais, des Bouches du Rhône à la Somme, du Rhône à l'Île-de-France étaient rassemblés par la volonté de donner une nouvelle vitalité au combat communiste et révolutionnaire. Ensemble, ils ont fait le constat du besoin d'une organisation nationale et de la nécessité, plus que jamais d'un vrai Parti communiste en France.

À l'issue de deux jours de discussion, ils ont décidé de constituer un collectif de coordination et ont adopté un appel qui dit notamment :

« Le capitalisme mondialisé dominant toutes les régions du monde et tous les domaines de la vie fait la preuve de sa nocivité et de son incapacité à répondre aux besoins de l'Homme. Face à cela, il faut une organisation politique qui offre une perspective de développement, le socialisme, le communisme, qui réaffir-

me que le capitalisme n'est pas la fin de l'Histoire, qui permette à la classe ouvrière, au monde du travail, au peuple d'intervenir dans le combat anticapitaliste ».

Ils font le constat que la direction du Pcf tourne le dos à cette exigence. Elle fait le choix de prolonger la stratégie qui a conduit au désastre électoral des prési-

entreprises et les quartiers, contre la politique au service du Medef, antisociale, sécuritaire et guerrière, menée par Sarkozy. Ils s'engagent à prolonger le rassemblement du Non à la Constitution européenne, en particulier en mobilisant contre tout nouveau Traité constitutionnel, à être partie prenante de la lutte internationaliste avec les partis commu-

dentiels, 1,9 %. Refusant d'en tirer les leçons, elle poursuit le processus de liquidation et met à l'ordre du jour des deux prochains congrès, fin 2007 et 2008, la question de la disparition du Pcf.

Ils dénoncent cette orientation et affirment leur détermination, chacun à leur place, à la combattre et à faire vivre, en toute circonstance, un parti communiste, ancré dans la lutte des classes et le combat révolutionnaire.

Pour eux, cet objectif commun est indissociable de leur engagement à participer au développement des luttes, dans les

nistes et progressistes. Ils s'engagent à lutter avec les peuples du monde pour la paix et contre l'impérialisme alors que Nicolas Sarkozy vient d'afficher son alignement sur Bush.

Les participants à cette rencontre affirment leur volonté de se rencontrer, « de se coordonner de façon durable et régulière dans cet objectif. »

Reconstruire l'espoir

1907, en Languedoc

La Révolte des gueux... et des prolos

Il y a cent ans, la révolte des vignerons du Languedoc rassemblait des milliers de personnes. La troupe lancée contre les manifestants tue, mais le 17^e d'infanterie rejoint les insurgés. Cette révolte paysanne

aurait-elle eu lieu si plus de la moitié des viticulteurs n'avait été issue de la classe ouvrière ? Xavier Verdejo, professeur dans la région nous brosse le tableau des événements.

La vigne n'a pas toujours été massivement présente en Languedoc. Au début du 19^e siècle, elle n'était même, souvent, cultivée que sur les plus mauvaises terres. La plaine était le domaine presque exclusif de la culture céréalière. Cette agriculture était héritière de l'économie vivrière. Les paysans, à l'exception des gros propriétaires, ne réalisaient pour ainsi dire aucun excédent. Le vin était difficile à transporter, ce qui le rendait cher. Les propriétaires de vignes préféraient distiller leur production et ainsi réduire les volumes comme les coûts de transport.

Les premiers à trinquer : les ouvriers

L'arrivée du chemin de fer rendait possible le décollage de l'économie viticole. La ligne Bordeaux-Sète, allait permettre, dès la deuxième moitié du 19^e siècle, de transporter massivement les barriques. Les nouvelles couches urbaines (et en particulier les ouvriers), fortement consommatrices d'un vin peu cher et à faible teneur en alcool – 9 à 10° – dopaient considérablement la demande. Les condi-



(Photo DR).

tions étaient réunies pour l'inexorable descente du vignoble dans la plaine d'autant plus que la culture de la vigne était beaucoup plus rémunératrice que celle du blé pour laquelle les paysans ne pouvaient rivaliser avec les grandes régions céréalières. Ajouté à cela que le phylloxéra qui a ravagé le vignoble

dans le dernier tiers du siècle, a épargné le sud de la région (Aude et Pyrénées Orientales). Cela a accéléré encore la plantation de vignes dans les zones non touchées.

En quelques années, les communes de la plaine narbonnaise et des basses Corbières doublent, et parfois plus, leur population. Les villages accueillent massivement des migrants chassés par la faim et la misère de leurs régions d'origine : les Pyrénées, la Montagne noire, l'Auvergne... Ils deviennent ouvriers agricoles ou maçons, menuisiers, plâtriers (pour réaliser les obligatoires extensions des villages) ou encore bourreliers, tonneliers, maréchaux-ferrants.

Bien que l'Aude soit à son tour la proie du phylloxéra à la fin du siècle, elle réussit plus vite à surmonter cette crise. Mais la demande fléchit. Les vins sont concurrencés par ceux d'Algérie. Par ceux aussi venant des régions où la fraude s'est installée et où les grandes entreprises capitalistes de production de sucre réalisent d'énormes profits dans le sucrage du vin...

Les cours s'effondrent et les premiers à trinquer sont les ouvriers qui voient leur salaire baisser. Au début du 20^e siècle, les cours remontent, mais pas les salaires. Les ouvriers agricoles qui commencent à s'organiser, s'en émeuvent. En 1903 ils créent la Fédération Cgt des travailleurs agricoles du midi (Ftam). Dès la fin de cette année, la grève éclate dans l'Hérault et les PO. Le 1^{er} janvier 1904, elle touche l'Aude sous l'impulsion de Paul Ader, un de ces migrants, venu de l'Ariège, qui devient cette année-là secrétaire de la Ftam. La grève s'étend à tout le département : 7 800 ouvriers dont 1 100 femmes et une centaine d'enfants participent à la lutte. A Coursan, par exemple, 1 000 grévistes dont 250 femmes sont en grève pendant 9 jours. Ces grèves très suivies sont souvent couronnées de succès. Les grévistes obtiennent jusqu'à plus de 60 % d'augmentation de salaire et des réductions du temps de travail.

Et la classe ouvrière ?

En décembre, constatant que beaucoup de propriétaires ne respectent pas les accords, la Ftam lance un appel à la grève générale. Celle-ci est beau-

coup plus dure que celles du début de l'année, mais ne donne pas d'amélioration. Cette année 1904 marque l'entrée en lutte de ces salariés de la viticulture et de leur organisation. Dès sa création, la fédération compte plusieurs milliers d'adhérents. Des syndicats d'ouvriers agricoles comme celui de Cuxac rassemblent plus de 200 camarades, presque le double à Coursan...

Les cours du vin s'effondrent à nouveau. Le vin ne se vend plus. Pour Marcellin Albert à la tête des 87 d'Argeliers, c'est la faute aux fraudeurs. Ses propos suscitent de plus en plus d'intérêt. Les réunions se succèdent dans les villages et villes, à partir du 31 mars. Dès le 14 avril, ce sont de véritables meetings de 5 000 à 20 000 manifestants. Le 5 mai, à Narbonne, ils sont 80 000 à écouter Marcellin Albert mais aussi Ferroul, maire socialiste de la ville qui apparaît comme un leader du mouvement. La foule est de plus en plus importante pour atteindre, le 9 juin, 600 000 à Montpellier !

À Narbonne, le 19 juin, les esprits s'échauffent lors de l'arrestation de Ferroul. Des coups de feu partent. Louis Ramon, un ouvrier, militant de la Bourse du travail, tombe. Le lendemain, la troupe tire sur la foule. La fusillade fait 5 morts.

À la nouvelle des tragiques événements, le 17^e Régiment d'infanterie, composé de soldats de la région, se mutine et se rend à Béziers pour « protéger la population » des balles de Clémenceau. « *Gouvernement d'assassin !* » titre la Cgt nationale sur son affiche...

L'évocation de ces événements pose, entre autres, une question : celle de la place des ouvriers qui constituaient la moitié de la paysannerie. Cette grande révolte est trop souvent présentée comme un soulèvement consensuel et interclassiste où tous, propriétaires et ouvriers, luttaient pour la même cause. Pour tenter d'y répondre, l'Institut d'histoire sociale de la Cgt de l'Aude s'est inscrit dans la démarche commémorative en organisant des rencontres avec les salariés.

Xavier Verdejo

Gloire au dix-septième

Le chansonnier révolutionnaire Gaston Montéhus (1872-1952), également auteur de la chanson *La jeune Garde*, écrit cette chanson en l'honneur du 17^e d'infanterie qui fraternise avec les viticulteurs du Languedoc en 1907. En voici le premier couplet et le refrain.

*Légitime était votre colère
Le refus était un grand devoir
On ne doit pas tuer ses père et mère
Pour les grands qui sont au pouvoir
Soldats votre conscience est nette
On n'se tue pas en Français
Refusant d'rougir vos baïonnettes
Petits soldats, oui vous avez bien fait.*

Refrain
*Salut, salut à vous
Braves soldats du dix-septième
Salut braves pioupiou
Chacun vous admire et vous aime
Salut, salut à vous
À votre geste magnifique
Vous auriez en tirant sur nous
Assassiné la République.*

Roger Vailland

L'après-guerre au scanner

Roger Vailland, journaliste, écrivain, qui a tâté de tout, aurait eu cent ans en 2007. L'occasion pour René Ballet, qui a travaillé plusieurs années avec lui, de nous rappeler qu'il avait aussi sa conception de la politique et de l'avenir.

Quelques années après la mort de Roger Vailland, un grand éditeur parisien envisageait l'édition de ses articles de presse. Mais uniquement de notes et de critiques littéraires. Il ne retenait que l'« homme de lettres ». Choix logique : femmes au foyer, filles de joie, hommes de lettres forment la Sainte Trinité de la bourgeoisie française. « Roger n'était pas un homme de lettres, s'indignait Elisabeth Vailland. Nous ne sommes allés que trois fois à un cocktail chez Gallimard. Nos réceptions, c'était nos ballets nocturnes, nos bars à putains ».

Sismographe sensible

Il est vrai que Vailland entier, contradictoire et inclassable, aurait encombré notre éditeur. Le jeune Roger est d'un milieu petit-bourgeois, c'est-à-dire qui reproduit « en petit » les contradictions de la société bourgeoise. Un père d'une famille républicaine athée, une mère d'une famille bien-pensante anti-républicaine : il est l'enfant de ce compromis historique « en petit ». Les deux époux vivent en se ménageant, économisant leurs ressentiments, parce qu'il faut que le ménage dure, qu'il fasse de l'usage. L'hypocrisie de l'époque ajoute à l'hypocrisie domestique. En 1919, son père, géomètre-expert, vient travailler à la reconstruction de Reims « capitale de la France martyre ». Édifiant spectacle pour cet enfant de douze ans : agapes des requins de la reconstruction entre les défilés de veuves éplorées. Roger refuse confusément morale familiale, patriotisme rentable et système tout entier. Pendant une quinzaine d'années, Vailland – lycéen, étudiant puis journaliste – sera le sismographe sensible des mouvements tectoniques et des modes de l'entre-deux-guerres : années folles et grande crise, communisme, fascisme, surréalisme, nuits chaudes de Montparnasse, jazz et « bals nègres », alcool et drogue.

L'histoire va interrompre cette course folle : 1940, la débâcle, Vichy, la collaboration. Vailland se retrouve à Lyon, ville occupée, et lui doublement occupé, dominé,

tenu par la drogue. « Mon visage avait pris la couleur du plomb », écrit-il. Le temps n'est plus au refus (à la fuite ?)

d'abord puis, la répression disloquant-mélangeant les réseaux, de plus en plus avec les communistes, bien avant



Pendant la campagne d'H. Bourbon, Roger Vailland colle des affiches, sa femme Elisabeth est à gauche. (Photo DR)

mais à l'action collective. À l'automne 1942, il se fait désintoxiquer et entre dans la résistance. Avec les gaullistes

son adhésion au parti en 1952, bien après sa sortie « sur la pointe des pieds » en 1959. Vingt-trois ans d'intense acti-

vité : une quarantaine de romans, essais, scénarios, plus de quatre cents articles. Véritable passage de l'après-guerre au scanner : des grands conflits sociaux et politiques jusqu'aux faux semblants, aux arrière-pensées, aux interdits. J'en retiendrai aujourd'hui ses analyses politiques.

« La société sans pareil »

Pour Vailland, le système capitaliste est condamné : «

Dans un siècle, le monde entier sera communiste mais sous d'autres noms. » (mai 1958), remplacé par un modèle inédit, inouï qu'il appelle « la société sans pareil », reprenant le nom du premier éditeur des surréalistes, *Au Sans pareil*. Un tel bouleversement ne peut être le résultat d'élections : « L'opinion publique, les tyrans d'Athènes savaient déjà la fabriquer » (novembre 1964). Seules peuvent le préparer de grandes luttes sociales comme la défense des hauts fourneaux lorrains : «

De tous ces navires de haut bord de la métallurgie lorraine... on prononcera un jour les noms comme ceux des bâti-

ments de la flotte de la Baltique » (juillet 1954). Ces luttes pour la « société sans pareil » ne peuvent être menées à bien que par un parti sans pareil : « Pas comme les autres » intitule-t-il un article sur le parti communiste (décembre 1955). Mais ce parti est-il vraiment « pas comme les autres » ?

Beaucoup de ses dirigeants « sont déjà résignés à ce que la classe ouvrière entre par la petite porte dans l'État dirigé par la bourgeoisie » (octobre 1956), « un parti communiste qui n'a plus depuis douze ans que le souci d'être respectable [est] évidemment impuissant » (mai 1958), il aboutit « à se bloquer par en haut, les cadres se renouvelant par cooptation ; alors, c'est tyrannie et parasitisme » (octobre 1962). Pour conserver le pouvoir, ces cadres étouffent les conflits intérieurs, marginalisent les contestataires. D'où ces « horribles expressions intérieures du parti : faire monter quelqu'un » (décembre 1961). Quelqu'un « de sûr » évidemment. Ce ne sont pas là de simples accidents de parcours mais les effets d'un universel phénomène de dégénérescence. Vailland rappelait qu'une plante se développe par crises : germination, floraison, fécondation. Faute de conflits internes, la plante s'étiole, végète. Ainsi en va-t-il de tout organisme ou organisation. Faute de conflits intérieurs affrontés, le parti communiste végète, dépérit.

Impitoyable verdict ou ébauche de diagnostic ? N'utilise-t-on pas le scanner pour révéler et permettre de traiter les causes d'affaiblissement d'un organisme ?

René Ballet



avec les autres otages dans la sablière de Châteaubriant, serait lue dans toutes les écoles à la rentrée.

Au premier abord, l'initiative est sympathique. Elle participe de ce qu'il est convenu aujourd'hui d'appeler le « devoir de mémoire » et qu'il serait mieux de définir comme l'enseignement nécessaire de l'Histoire. Les jeunes qui ont participé à la Résistance, quitte, pour beaucoup d'entre eux, à le payer de leur vie, ont en effet toujours quelque chose à dire aux jeunes d'aujourd'hui. Encore faudrait-il préciser le sens réel de cette

A peine élu, Nicolas Sarkozy avait annoncé que la lettre du jeune résistant communiste Guy Môquet, lettre écrite juste avant d'être fusillé

leçon. À cet égard, le discours prononcé par Nicolas Sarkozy à la Cascade du Bois de Boulogne n'est pas sans poser problème. Évoquant les jeunes résistants martyrisés, il avait eu une formule qui laisse rêveur, disant de ces jeunes qu'ils étaient de ceux qui avaient fait passer l'amour de leur patrie avant leur attachement à leur église ou leur parti. Qu'est-ce à dire ? Les jeunes communistes qui ont résisté ne l'ont pas fait en dépit de leur engagement communiste, mais, très certainement, poussés par leur engagement qui les conduisait à refuser l'occupation et l'asservissement. Comme il est probable que les jeunes chrétiens n'avaient pas le sentiment, en s'engageant, de contredire leur foi.

Ce discours paraît assez emblématique de la stratégie présidentielle de récupération des dépouilles. Avec démagogie, on adopte des postures de « rupture », on parle au nom du peuple, au nom même des travailleurs, on cite de grandes figures de la gauche, tels Jaurès, par exemple... ou on rend hommage à un jeune résistant communiste.

Mais dans le même temps, on jette une

pelletée de terre sur la tête de ceux que l'on prétend honorer. En rendant hommage à Guy Môquet, Nicolas Sarkozy fait ce qu'un président républicain se doit de faire. Mais en tentant d'opposer l'exemple de ces résistants à leur propre engagement de communistes, il poursuit à sa façon l'entreprise des fossoyeurs de la Résistance.

Les fossoyeurs de la Résistance tentent de récupérer Guy Môquet

P.L.

L'Amicale de Châteaubriant - Voves - Rouillé a édité un 4 pages spécial Guy Môquet, téléchargeable sur le net (<http://www.amicale-chateaubriant.fr/>) ou <http://www.musee-resistance-chateaubriant.fr/>.

C'est aussi un support pédagogique fiable. Gérard Streiff vient également de publier un livre sur Guy Môquet au Temps des Cerises.

SOUFFLONS NOUS-MÊME NOTRE FORGE

Le Manifeste

Journal communiste

à la fête de l'Huma

Cette année encore le Manifeste est présent
les 14, 15, 16 septembre

Avec la célèbre tartiflette de Christian
avenue Salvador Allende, face au village du monde

Deux grands rendez-vous

Samedi 15 septembre à 17 h. : **Débat autour de l'avenir du Pcf**

Dimanche 16 septembre à 11 h. : **RDV des lecteurs et des amis**

Avec Freddy Huck, André Gerin et Francis Combes, fondateurs du Manifeste
Charles Hoareau, militant syndical

Jean Jacques Karman, porte-parole de la gauche communiste du Pcf

**VOUS
VOULEZ
RÉAGIR**

sur

Le Manifeste

ou

l'un de ses articles,
écrivez-nous :

Le Manifeste

**21, rue de Navarin
75009 Paris**

ou

le.manifeste@free.fr



Le Manifeste
recherche :

Des photos libres de droits (tous sujets - et surtout sur les pays (vous avez bien des photos prises en vacances à Cuba, à Launat, en Corse, en Chine, en Bretagne, sur Mars...)).

Des jeunes créateurs ayant une démarche artistique en lien direct avec une pensée communiste pour effectuer des reportages.

Photo Patrice MOREL



Retrouvez Le Manifeste sur internet
<http://le.manifeste.free.fr>

- **Abonnement pour 11 numéros : 20 €**
- **Abonnement - Souscription : 50 €**

Le Manifeste,

journal communiste

Numéro de commission paritaire : 0309 P 11455

Tirage à 3000 exemplaires

21, rue de Navarin 75009 Paris - Tél./Fax : 01 48 11 63 53

Courriel : le-manifeste@free.fr

Fondateurs : Francis Combes, André Gerin, Freddy Huck

Directeur de publication : Joseph D'Angelo

Gérante : Caroline Andréani

Rédactrice en chef : Patricia Latour

Maquette et conception artistique : Patrice Morel

Imprimé par les Nouvelles Imprimeries Havaux, 37 c, rue A. Levêque, 1400 Nivelles (Belgique)



Nom : Prénom :

Adresse :

..... Tél. :

Courriel : Je verse : €

Abonnement à 20 E

Souscripteur à 50 E

Correspondant

Dépôt : exemplaires



Chèques à adresser, à l'ordre du **Manifeste**
21, rue de Navarin 75009 Paris